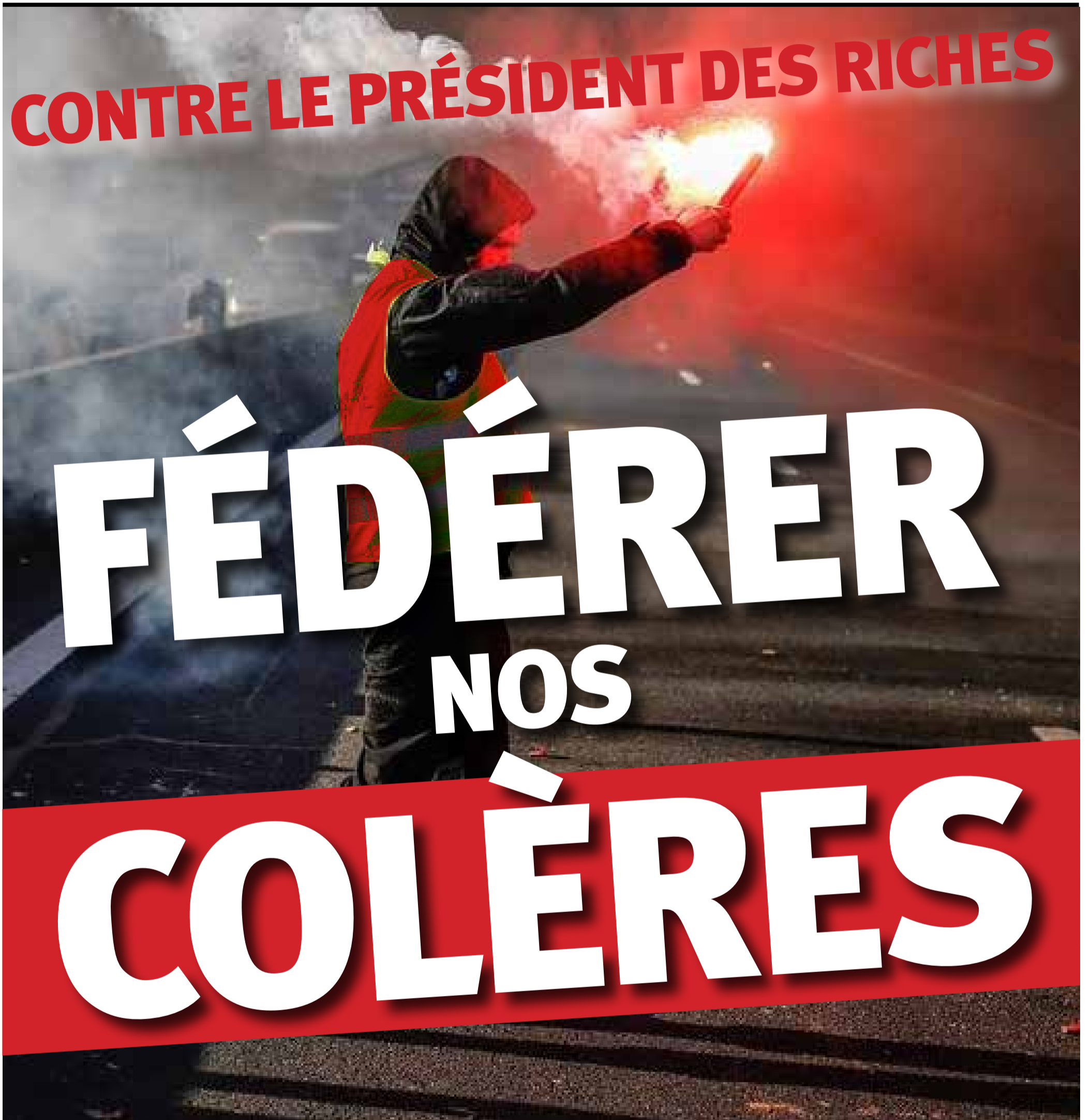


# ***l'Anti*capitaliste**

n°452 | 22 novembre 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



**Dossier**  
**CONTRE TOUTES LES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES** Pages 6 et 7

**ÉDITO**  
Carlos Ghosn, symbole de ces super-riches qui en veulent toujours plus Page 2

**ACTU INTERNATIONALE**  
Brexit: le mouvement social saura-t-il profiter de la crise majeure des Conservateurs? Page 5



**ACTU SOCIALE**  
Taxes indirectes: un racket fiscal contre les travailleurEs! Page 8

**LIBRE EXPRESSION**  
Marseille s'effondre, Marseille se lève Page 12



édito

Par HENRI WILNO

## Carlos Ghosn, symbole de ces super-riches qui en veulent toujours plus

Carlos Ghosn, le dirigeant de Peugeot-Nissan-Mitsubishi, l'homme aux 15 millions d'euros de rémunération annuelle, a été arrêté, lundi 19 novembre à Tokyo, dans le cadre d'une enquête portant sur des soupçons de fraude fiscale et d'abus de biens sociaux. Ghosn est soupçonné de ne pas avoir déclaré la totalité de ses revenus, issus de l'achat et de la vente d'actions. La somme pourrait atteindre 38,9 millions d'euros. La direction de Nissan, dont le siège aurait été perquisitionné, a immédiatement organisé une conférence de presse. Elle confirme les accusations et va même plus loin : Carlos Ghosn aurait commis plusieurs autres actes graves, et utilisé de l'argent de la société à des fins personnelles. Le constructeur japonais va proposer son départ. Du coup, le jour-même, les cours boursiers de Renault et de Nissan s'effondraient. Cette histoire confirme plusieurs choses. D'abord l'avidité des super-riches : même gavés, ils n'en ont jamais assez et montent des combines pour ne pas payer leurs impôts et détourner les biens de leur entreprise. En 2017, avait déjà fuité un projet élaboré par les banquiers de l'alliance Renault-Nissan, qui aurait permis de verser discrètement des millions d'euros supplémentaires de bonus annuel à Carlos Ghosn et à d'autres dirigeants via une société créée spécialement et domiciliée aux Pays-Bas. Ensuite, décidément, le Japon n'est pas la France : ce n'est pas notre Serge Dassault national, fraudeur fiscal (sur des dizaines de millions d'euros), manipulateur d'élections à la mairie de Corbeil, qui aurait connu une déchéance aussi rapide ; il a conservé son mandat de sénateur jusqu'au bout et, après des années de procédure, a eu une peine avec sursis. Il n'est toutefois pas exclu que cette affaire renvoie à une lutte d'influence pour éliminer un Carlos Ghosn gênant. Quant au recul massif des cours de la Bourse, même si les salariéEs n'y sont pour rien, les futurs dirigeants du groupe pourraient utiliser la ficelle habituelle d'un plan de réduction des effectifs pour les faire remonter. Macron s'est cru obligé de déclarer lundi « que l'État actionnaire assurera tout son soutien » aux salariéEs du groupe. On ne peut bien sûr faire aucune confiance à de telles promesses, venues de celui qui prend aux pauvres pour donner aux riches et préfère organiser la chasse aux chômeurEs plutôt qu'aux évadés et fraudeurs fiscaux. Les salariéEs de Renault-Nissan, auxquels nous apportons notre authentique soutien, ne pourront compter que sur leur mobilisation.

## BIEN DIT

« Si la PPE [programmation pluriannuelle de l'énergie] n'acte pas la fermeture de réacteurs nucléaires d'ici à la fin du quinquennat, la transition énergétique de la France n'aura pas lieu. Le nucléaire est un obstacle majeur au développement des énergies renouvelables. »

Tribune d'un COLLECTIF DE CHERCHEURÉS ET D'ACTIVISTES, lemonde.fr, 15 novembre 2018.

## À la Une

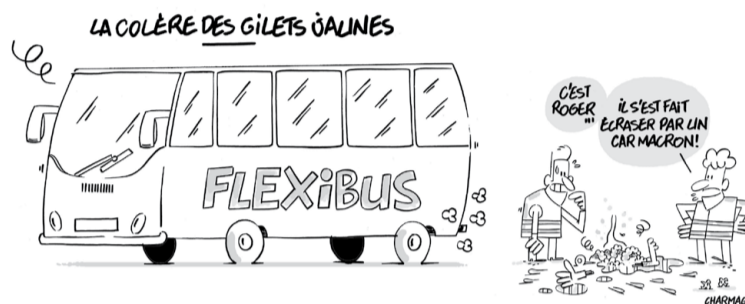
# Contre le président des riches, fédérer nos colères

Le 17 novembre, ce sont près de 300 000 « gilets jaunes » qui ont participé à plus de 2 000 rassemblements et/ou actions de blocage. Il s'agit d'un fait politique et social majeur, avec une mobilisation massive et inédite contre le gouvernement Macron, qu'il convient de considérer dans sa complexité mais sans nier l'évidence : le 17 novembre, c'est une politique de classe, menée par un gouvernement au service des riches, qui a été dénoncée. Une colère légitime à laquelle il s'agit désormais de donner un prolongement par une mise en action du mouvement social.

L'ensemble des témoignages et des reportages le confirme : si c'est l'augmentation des taxes sur les carburants qui a été l'élément déclencheur de la mobilisation des « gilets jaunes », de nombreuses autres revendications ont été portées et entendues dans les divers rassemblements.

### Colère contre une politique de classe

Ont ainsi été dénoncées, plus globalement, la vie chère, les injustices fiscales, l'abandon de certaines catégories de la population, notamment dans les campagnes et les petites villes... La colère qui s'est exprimée est bien celle des catégories populaires, même si leur mobilisation a été diverse et inégale selon les zones géographiques, et elle a parfois pris des formes très radicales, avec des blocages qui ont pu durer plusieurs jours. Une réponse au mépris affiché par Macron et à sa politique au service des riches, entre autres au niveau fiscal : augmentation des taxes, payée au prix fort par les plus pauvres, mais exonérations d'impôts pour les plus riches et les capitalistes avec le CICE, la « flat tax » et la suppression de l'ISF. Le prétexte de la lutte contre le réchauffement climatique, avancé pour justifier les augmentations des taxes sur les carburants, est une sinistre farce de la part d'un gouvernement qui, par ses politiques, pousse les classes populaires en dehors des centres-villes et des zones urbaines, fait fermer des milliers de kilomètres de voies ferrées et oblige à faire des dizaines de kilomètres pour trouver des hôpitaux et des écoles. Comble de l'hypocrisie : on a appris le



19 novembre que le projet de loi de finances rectificative pour 2018 transférerait 577 millions d'euros de recettes de la taxe sur les carburants initialement destinés au budget de la transition écologique pour les réaffecter au budget général...

### Aucune concession à l'extrême droite

Si la colère est légitime, il ne s'agit pas pour autant de repeindre en rouge la mobilisation et de nier les difficultés, voire les problèmes majeurs qu'elle pose. Ainsi, si l'on peut affirmer que la droite et l'extrême droite ont échoué dans leur tentative de se poser en porte-parole de la mobilisation, il serait dangereux de nier le rôle que les militants d'extrême droite ont pu jouer dans l'organisation de certaines des initiatives du 17 novembre. Il serait tout aussi néfaste de ne pas tenir compte de l'expression, sur divers points de barrage, de positions racistes, islamophobes, sexistes ou homophobes, et de ne pas les condamner par pur opportunisme. Quelles que soient les spécificités de la mobilisation qui s'est amorcée le 17 novembre, et quand bien même elle ne saurait évidemment être réduite à ces expressions, il faut réaffirmer que les luttes contre les oppressions et les discriminations

ne sont pas secondaires, et que les divisions entretenues au sein de notre camp par les courants réactionnaires doivent être sévèrement combattues.

### Ne pas opposer écologie et social

Il est en outre essentiel de refuser la désagréable petite musique que certains essaient de jouer, qui tente de mettre en opposition revendications sociales et revendications écologiques, qu'il s'agisse pour eux de soutenir les « gilets jaunes » ou de les invectiver. Le gouvernement porte évidemment une large part de responsabilité dans cette mise en opposition, du fait de sa politique anti-pauvres au prétexte de la lutte contre le réchauffement climatique. Mais au-delà, il est nécessaire de rappeler que l'écologie et le social ne sont pas en concurrence, bien au contraire : non seulement ce sont les plus pauvres qui sont les premières victimes des catastrophes écologiques mais, en outre, la sortie du capitalisme productiviste est une revendication éminemment sociale, qui pourrait créer des centaines de milliers, voire des millions d'emplois, et offrir de substantielles améliorations des conditions de vie pour les classes populaires. L'écologie est, elle aussi, une affaire de classe.

### Classe contre classe

Face à la politique de classe de Macron, il est urgent que le mouvement social se mette en action en mettant en avant des revendications de classe, afin que la colère manifestée le 17 novembre ne reste pas sans lendemain et que les contradictions qui s'y expriment se dénouent dans un sens positif, à l'opposé de toutes les récupérations et « solutions » réactionnaires. Diverses initiatives allant en ce sens existent déjà, constituées autour du 17 novembre, à l'instar des collectifs unitaires qui se sont constitués en Loire-Atlantique, en Haute-Garonne ou dans les Pyrénées-Orientales, avec des plateformes et des perspectives de mobilisations locales. Le NPA appuie ces initiatives, et y défend des revendications pour que les colères se fédèrent contre le gouvernement : pour une augmentation générale des salaires, des pensions et des minimas sociaux, ainsi qu'une indexation des revenus sur les prix ; pour la suppression des taxes et autres impôts indirects injustes, à commencer par la TVA, et pour une réelle taxation des grandes fortunes et des profits des grandes entreprises ; pour un développement massif des services publics, des transports en commun, des solutions écologiques alternatives au tout-voiture et au tout-camion. Ces revendications ne pourront être imposées que par un mouvement de grève et de blocage de l'économie du pays, principale arme aux mains de notre camp social.

Afin que la colère contre la politique de Macron, dont le mépris n'a aujourd'hui d'égal que l'impopularité, puisse se faire entendre de manière durable... et victorieuse.

Julien Salingue

## USA-UE

# Armée européenne, jeux diplomatiques et slogans électoraux

Donald Trump a jugé « très insultant » que Macron ait proposé la création d'une armée européenne : « Face aux États-Unis, à la Chine et à la Russie [...] peut-être l'Europe devrait-elle payer sa part (du budget) de l'Otan, que les États-Unis assument largement », avait-il tweeté en arrivant à Paris pour les commémorations de la fin de la Première Guerre mondiale. Réaction inattendue à l'encontre d'un projet peu crédible...

Macron avait déclaré quelques jours plus tôt, sur Europe 1 : « On ne protégera pas les Européens si on ne décide pas d'avoir une

vraie armée européenne face à la Russie qui est à nos frontières et qui a montré qu'elle pouvait être menaçante ». Et d'ajouter : « On doit avoir une Europe qui se défend davantage

seule, sans dépendre seulement des États-Unis, et de manière plus souveraine. » Par la suite, à l'occasion d'un entretien télévisé sur CNN, il a développé : « Je suis d'accord de mieux partager le fardeau de la défense de l'Europe, mais je vais être très franc, ce que je ne veux pas avoir, ce sont des pays européens qui augmentent leur budget de défense pour acheter des armes américaines ou d'autres matériels qui proviennent de votre industrie. Si nous augmentons nos budgets, c'est pour bâtir notre autonomie ». Macron veut que les dépenses d'armement profitent à Dassault, Thalès and co tout en agitant un débat quelque peu artificiel qui répond surtout à ses besoins électoraux à l'approche des européennes de 2019. Il entend être le champion de la construction de l'Europe du capital. Y a-t-il un meilleur symbole de cette Europe capitaliste qu'une

armée affirmant dans le même temps une velléité d'indépendance vis-à-vis de Washington ? Sauf que cette perspective est totalement irréaliste au regard des tensions actuelles. Il s'agit d'un simple slogan électoral.

### Macron en campagne

Merkel l'a cependant soutenu devant le Parlement européen, en appelant à « élaborer une vision nous permettant d'arriver un jour à une véritable armée européenne ». Tout en soulignant : « Cela peut être un bon complément de l'Otan, personne ne veut remettre en question les relations classiques ». On est pour le moins dans le vague, et face à une vision à... élaborer. Et en attendant, tout le monde reste dans le cadre de l'Otan, dans une logique de blocs avec les USA à l'encontre de Moscou et Pékin. Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, a mis en garde contre tout

# Un monde à changer

## POUVOIR D'ACHAT, LA GRANDE ENTOURLOUPE.

Le gouvernement ne cesse de vanter son effort pour le pouvoir d'achat. Mais, pour une large partie de la population et d'abord « ceux d'en bas », ce qui semble gagné d'un côté (comme la baisse de la taxe d'habitation), disparaît de l'autre et les fins de mois sont toujours difficiles. D'abord, toutes les estimations un peu sérieuses montrent que ce sont avant tout les revenus élevés qui profitent des réformes du gouvernement et que les bas revenus sont les perdants (désindexation des prestations sociales, hausse des taxes sur les carburants et le tabac). Les salaires augmentent peu et sont rongés par l'inflation. D'après les chiffres publiés le 13 novembre par le ministère du Travail, l'indice du salaire horaire de base des ouvriers et des employés a progressé de 1,5% entre septembre 2017 et septembre 2018 alors que, durant la même période, les prix à la consommation (pour l'ensemble des ménages et hors tabac) ont augmenté de 1,9%. Quant aux retraites, outre la hausse de la CSG, pèsent les revalorisations au compte-goutte, notamment pour les retraites complémentaires du privé qui augmentent chaque année moins que les prix. Et il y a un problème de thermomètre : l'indice des prix à la consommation

de l'Insee est utilisé pour mesurer les hausses de prix. Mais cet indice officiel n'est pas un instrument miracle : il dépend des choix faits pour le calculer. Il ne prend pas en compte toutes les dépenses des ménages. La taxe d'habitation ou la CSG ne comptent pas : quand la CSG augmente, comme c'est le cas cette année pour des millions de retraités, l'indice des prix de l'Insee ne voit rien. Ensuite, la pondération de chaque bien ou service qui compose le « panier » est basée sur une moyenne nationale. Par exemple, le poste « loyers » compte pour seulement 6% du panier moyen. Du coup, les hausses de loyer, même importantes, n'impactent que très peu l'indice. La hausse récente du carburant n'affecte pas ceux qui n'ont pas de voiture ou l'utilisent peu. Mais pour les salariés obligés de la prendre pour aller travailler, elle est catastrophique, alors que la moyenne cache en grande partie son effet. Même problème pour faire les courses avec l'évolution de l'implantation des commerces. On pourrait multiplier les exemples. Jusqu'à 61% du budget des bas revenus est absorbé en dépenses « pré-engagées » (frais de logement, assurances, cantines, forfaits téléphoniques et audiovisuels). Ce qui reste pour vivre est donc réduit ; d'où l'effet décuplé de certaines augmentations (comme l'essence aujourd'hui) qui gênent beaucoup moins les hauts revenus.

## FORD BLANQUEFORT

# C'est chaud, mais on s'accroche toujours

La fin du PSE (18 décembre) approche dangereusement, la pression et les tensions montent d'un cran. La reprise de l'usine par Punch reste une perspective même si, de l'avis de tous, notamment des plus acharnés défenseurs de l'usine, elle reste peu probable.

On le sait : Ford ne veut pas de cette reprise, elle ne veut plus avoir à faire avec une usine qu'elle essaie de liquider depuis 10 ans. Sa seule façon d'avoir (enfin) la paix, c'est de s'assurer qu'elle ferme. Mais notre résistance a permis une chose : faire intervenir le gouvernement, qui a mis dans les pattes de Ford un repreneur. Du coup, puisqu'il y a un candidat, ça oblige tout le monde à discuter de cette reprise éventuelle. Nous sommes dans l'incapacité de juger de la crédibilité du repreneur et de son projet. Le gouvernement dit que c'est solide (ça ne prouve rien) et nos experts économiques affirment que c'est sérieux (ce que nous admettons). Mais le plus important ne semble pas se trouver là.

### Sacrifices

Car le problème a des données multiples. Tout se passe par « négociations » éclatées, dans l'opacité. L'État veut obtenir l'accord de Ford, qui laisserait une production de transition, une somme d'argent en guise de « solde de tout compte »,

mais à la condition de partir tranquillement, immédiatement sans avoir aucun compte à rendre demain. Cela pourrait satisfaire le gouvernement, qui a pour objectif de sauver la face plus que l'usine. Mais comme Ford négocie son départ à ses propres conditions, l'État doit faire accepter la chose, présenter la situation comme la moins mauvaise, avec quelques sacrifices « inévitables » pour nous les salariés. C'est quand même bizarre : à chaque fois, tous ces gens tombent d'accord pour nous faire payer la note. Le gouvernement et le possible repreneur essaient toutefois de pousser leur avantage en mettant la pression sur les syndicats pour faire accepter un « petit » recul, à savoir le gel des salaires et la suppression des 13 RTT. Mais quel est le rapport entre un solide plan de reprise, comme ils le présentent, et le besoin de s'attaquer à nos rémunérations ? En quoi nos salaires modestes et nos RTT empêcheraient la continuation de l'activité ? N'avons-nous pas été capables de produire correctement

depuis des années avec ces mêmes salaires et RTT ?

### Pris en tenailles ?

L'État, Punch, Ford, tout en se disputant, arrivent à s'entendre sur l'idée que leur « deal » repose sur des reculs sociaux ; à savoir nos salaires mais surtout la suppression de centaines d'emplois directs et d'environ 2000 emplois induits dans la région. Il s'agirait donc d'un « petit » effort ! Ces gens-là pensent qu'avec la perspective des licenciements et, derrière, de la galère, nous serions disposés à accepter des reculs. Et c'est vrai que cette pression, ce chantage fonctionne dans la tête des collègues, et même chez certains syndicats. Il vaudrait mieux une légère baisse de nos salaires que le chômage ou des emplois au Smic demain... Il y a évidemment le sentiment d'être pris en tenailles, d'être piégés. C'est donc ça, la bataille pour empêcher la fermeture de l'usine ? Se retrouver avec un repreneur sans scrupule, un État impuissant devant Ford mais assez fort pour nous demander de

payer ? Le tout dans une ambiance compliquée du fait de l'absence de combativité des collègues.

### Rendre les coups

Les dirigeants de Ford font en outre leur sale boulot, dénigrant le repreneur, vantant leur plan de fermeture de l'usine (« C'est plus sûr »), créant la méfiance envers les syndicats qui seraient prêts à signer un accord antisocial. Ils sèment volontairement la confusion, la division et un climat malsain. Mais encore une fois, malgré tout, au travers des AG, des très nombreuses discussions avec les collègues aux visions parfois très différentes, des comptes rendus, des tracts très réguliers, des communications aux médias, nous réussissons à faire entendre l'intérêt collectif et finalement on réussit à ne pas trop subir. La bataille est rude, mais on tient, on s'accroche. On maintient le cap de la lutte pour sauver l'usine et les centaines d'emplois concernés, pour une reprise mais sans que ce soit nous qui payions la note. C'est aussi la bataille offensive contre les manigances de Ford, de Punch et du gouvernement. C'est comme ça que l'on peut tenir, en rendant les coups, en dénonçant, en condamnant les politiques de tous ces gens-là. **Philippe Poutou**

## Le chiffre

# 10%

Près de 10% des logements insalubres de toute la France se trouvent à Marseille. 450 000 logements au total sont considérés comme indignes en France. À Marseille, 40 000 logements, soit 13% du parc de résidences principales, présentent « un risque pour la santé ou la sécurité » de leurs habitants, d'après un rapport remis au gouvernement en 2015.



## Agenda

**Jeudi 22 novembre, réunion publique « Du Brésil à l'UE, un retour de la menace fasciste ? », Pantin.** Avec Ugo Palheta, à 19h, au café « Chez Agnès », 21, rue Delizy (au bord du canal).

**Samedi 24 novembre, assemblée ouverte « Quelle situation, quelles luttes dans les foyers de travailleurs immigrés aujourd'hui ? », Paris 20<sup>e</sup>.** À 14h, à la 20<sup>e</sup> Chaise, 38 rue des Amandiers, M<sup>o</sup> Père-Lachaise. Appelée par : Comités de résidents des foyers du 20<sup>e</sup>, CSP 20, 20<sup>e</sup> Solidaires, Copaf...

**Samedi 24 novembre, manifestation contre les violences sexistes et sexuelles, Paris.** Départ à 14h de Madeleine en direction de République, M<sup>o</sup> Madeleine (lignes 8, 12 et 14).

**Samedi 24 novembre, projection-débat « En guerre avec Philippe Poutou, Saint-Ouen-l'Aumône (95) ».** En soutien aux ouvriers de Ford Blanquefort à l'occasion de la sortie de l'ouvrage collectif *Ford Blanquefort, même pas mort*. Cinéma Utopia, 1, place Pierre-Mendès-France, Transilien-H, RER-C Saint-Ouen-l'Aumône.

**Mercredi 28 novembre, réunion publique « Où va le Brésil ? », Paris 11<sup>e</sup>.** À 20h à l'AGECA, 177, rue de Charonne, métro Alexandre-Dumas ou Charonne. Avec Rodrigo Claudio et Sonia Lucio, membres du PSOL. Organisée par le NPA

## NO COMMENT

# « Je vais revenir. »

FRANÇOIS HOLLANDE, 10 novembre 2018, à une personne qui lui demandait s'il était « retiré de la vie politique intégralement ».

projet européen qui concurrencerait l'Alliance atlantique : « Nous avons besoin d'une structure de commandement forte et compétente, pas de diviser les ressources en deux ». Le seul à qui l'idée d'une « armée européenne » ait vraiment plu, c'est Vladimir Poutine, qui y voit « un processus positif pour le renforcement du monde multipolaire ». Ces petits jeux diplomatiques sont pour le moins ridicules au regard de l'impuissance des principaux États européens à faire autre chose que de tenter de se coordonner dans le cadre de l'Initiative européenne d'intervention (IEI), dont Macron est très fier. France, Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Pays-Bas, Portugal et... Grande-Bretagne s'y retrouvent et se partagent postes et sinécures dans le but assez vague de « renforcer l'autonomie stratégique de l'UE ».

Prenant la parole à Berlin devant le Bundestag, dimanche dernier à l'occasion du « jour de deuil national » (Volkstrauertag), instauré en 1952 en hommage aux victimes des guerres, Macron est revenu sur cette « nouvelle responsabilité franco-allemande qui consiste à doter l'Europe des outils de sa souveraineté », c'est-à-dire de construire une défense commune. « L'Europe, et en son sein le couple franco-allemand, est investie de l'obligation de ne pas laisser glisser le monde dans le chaos et de l'accompagner sur le chemin de la paix ». Grandiloquence toute macronienne pour ne rien dire... Et pendant ce temps l'armée française fait son sale boulot en Afrique. La seule Europe qui pourra être un facteur révolutionnaire de paix sera l'Europe des travailleurs fondée sur la coopération des peuples, pour en finir avec les politiques militaristes. **Yvan Lemaitre**

## LA NOUVELLE GUERRE FROIDE



## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

18 DÉCEMBRE

# Liberté de circulation!

Le dimanche 18 novembre, partout dans les médias, on parle de gilets jaunes et de colère. Lundi,



Castaner, le ministre de l'Intérieur, ose évoquer la « défense de la liberté de circulation » pour justifier l'envoi des flics contre les blocages!

Nous étions un mois pile avant le 18 décembre, journée internationale des migrantEs. Ce même dimanche, un appel à manifester, lancé par les collectifs de sans-papiers, des syndicats et associations et la Marche des solidarités, atteint les 200 structures signataires : tous les collectifs des sans-papiers et migrantEs de la région parisienne, les syndicats, de la CGT à la CNT en passant par Solidaires et le Syndicat de la magistrature, des collectifs de solidarité multiples sur tout le territoire, de très nombreuses associations, les États généraux des migrations, le collectif Rosa Parks et la Marche des solidarités. C'est la première fois que tous ces réseaux se regroupent autour d'un appel à prendre la rue aux côtés des migrantEs.

## Un monde barbare

En Méditerranée, la liste des noyéEs continue de s'allonger par la seule responsabilité de ceux qui refusent d'ouvrir les frontières. Début novembre les chiffres officiels annoncent plus de 2000 mortEs depuis janvier. Mais il y a aussi toutes les routes de la migration hérissées de pièges, de contrôles et d'exploitation barbare de la détresse.

Alors l'appel dit : « Nous marcherons aux flambeaux en mémoire des dizaines de milliers de femmes, hommes et enfants morts sur les routes de la migration, victimes des frontières et des politiques anti-migratoires des gouvernements des pays les plus riches de la planète et de leurs complices. »

À Agadez, ville du nord du Niger, une association tente de documenter les morts de migrantEs dans le désert. Pour son représentant, « il est temps de briser le silence sur toutes ces tragédies ayant cours dans le désert. Des migrants meurent dans l'anonymat du désert et cela est consécutif à l'implacable répression du phénomène par les autorités nigériennes sur financement de l'Union européenne ». À la sortie d'Agadez l'armée US installe sa plus grande base en Afrique. Un peu plus au nord, à Madema, la France a sa propre base militaire. Le budget militaire du Niger a été multiplié par 10 depuis quatre ans. On parle aussi de projets militaires allemands et chinois dans la région. Frontières au nord et domination du Sud sont les deux faces de la même logique, raciste et guerrière. Sur le dos des migrantEs les pays les plus riches, États-Unis et France en tête façonnent un monde de plus en plus barbare.

## Une opportunité à ne pas manquer

Les réseaux qui appellent à manifester le 18 décembre ne se contentent pas d'appeler à descendre dans la rue. L'appel exige rien moins que la liberté de circulation, la fermeture des centres de rétention, la régularisation des sans-papiers et l'égalité des droits.

Il indique : « Nous marcherons toutes et tous ensemble, contre la montée des nationalismes, des racismes et des fascismes qui s'étendent sur l'Europe et le monde. [...] C'est en luttant ensemble que nous pourrions nous battre efficacement pour une société meilleure et égalitaire. » C'est sur cette base qu'il faut maintenant construire, dans nos quartiers, dans nos lieux de travail et d'études. Il y a un mois pour que cette audience se traduise en mobilisation concrète. Du Puy-en-Velay à Strasbourg en passant par Montpellier, Nice, Grenoble, Le Havre ou Saint-Étienne, des manifestations sont déjà en train de s'organiser. Pour la région parisienne, 300 000 tracts vont être imprimés, qui seront disponibles dans toutes les unions départementales CGT de la région. Le 18 décembre est une chance à ne pas manquer : celle de participer à transformer la colère en riposte, avec un contenu clairement antiraciste et solidaire.

Denis Godard

## AUTOMOBILE Mettre à la casse la politique de Macron

Face à une colère à l'expression massive et diverse, le gouvernement Macron ne cède rien. Alors que la mobilisation initiée au départ contre l'augmentation du prix de l'essence et du diesel s'est élargie à toutes les attaques contre le niveau de vie, le gouvernement est allé puiser dans le catalogue des vieilles recettes de soutien à l'industrie automobile.

La principale annonce gouvernementale a été une prime à la conversion pour favoriser, en échange de la mise à la casse des voitures les plus anciennes, l'achat de véhicules neufs ou d'occasion récents.

### Des primes à la casse périodiques

Ce n'est qu'une reprise des primes à la casse inaugurées par Balladur en 1994 puis relancées par Juppé en 1995 et Sarkozy en 2008. Les mêmes arguments « rendre l'automobile moins polluante » avaient été utilisés. Avec les résultats que l'on sait en terme de préservation de l'environnement...

Dans la plupart des pays développés, et en France en particulier, les ventes de voitures neuves n'augmentent plus depuis 30 ans. Il sera vendu en France moins de voitures neuves en 2018 qu'en 1990 : 2100 000 contre 2300 000.

Ces ventes alimentent chaque année le stock des véhicules en circulation, faisant passer en France le parc automobile en 30 ans de 24 millions à 30 millions de voitures. La mise à la casse « naturelle » des voitures les plus anciennes n'est souvent pas suffisante pour permettre aux deux millions de voitures neuves de trouver des acheteurs, qui pour l'essentiel maintenant renouvellent leur voiture. Il y a donc un excédent de vieilles voitures qu'il faut purger



aux seules fins de permettre aux firmes automobiles d'écouler au mieux leurs nouvelles productions, soit immédiatement en cas d'achat de véhicule neuf, soit avec un effet différé en cas d'achat d'occasion. Tel est le fondement des mesures périodiques d'aides financières à la mise à la casse.

### Conversion à quoi?

Ces dernières mesures ne sont qu'un élargissement de ce qui est appliqué depuis le début de l'année. On en connaît maintenant le résultat : les voitures achetées sont en majorité des voitures diesel, pourtant celles qui sont ciblées avec l'augmentation du prix des carburants. Les critères retenus pénalisent, en effet, davantage les émissions de CO<sub>2</sub>,

à raison d'un seuil maximum de 190g/km que les émissions par les moteurs diesel d'oxydes d'azote et de particules fines. Preuve que le but recherché est bien l'augmentation du nombre de voitures vendues, peu importe qu'elles soient essence ou diesel. « Un leurre pour en finir avec les voitures polluantes » explique le journal *le Monde*.

Affichage écologique exige, la prime à la conversion a aussi permis l'achat de 2267 véhicules électriques, un chiffre dérisoire au regard des deux millions de voitures neuves vendues par an. Pour un prix d'achat minimum de 23 000 euros, le total des subventions pourra atteindre, en cumulant avec le « bonus écologique », 8 500 euros. Toutes les évaluations indiquent pourtant que

le bilan carbone d'un véhicule électrique tout au long de son cycle de vie est globalement équivalent à celui d'une voiture thermique – un peu plus, un peu moins selon l'origine de l'électricité utilisée. Cette subvention, à destination des plus fortunés car les seuls à pouvoir en envisager l'achat, a donc une autre finalité : concourir au financement des investissements des firmes automobiles, notamment Renault leader actuel en terme de ventes de voitures électriques en France. Au total, des aides aux restructurations d'un secteur qui multiplie suppressions de postes et fermetures de sites.

### Contraintes à l'usage de la voiture

L'augmentation des distances domicile-travail et la suppression des services publics de proximité rendent de plus en plus contraignant l'usage de la voiture individuelle lorsque les transports collectifs sont laissés à l'abandon. Un service d'hôpital ou un bureau de poste fermés, c'est plus de kilomètres à parcourir pour des services indispensables.

La politique de Macron assujettit encore davantage à un usage de plus en plus onéreux de la voiture individuelle. Et en fin de compte ce sont les firmes automobiles qui gagnent, malgré leurs trucages en matière de pollution automobile. Une vraie politique productiviste.

Jean-Claude Vessilier

## 11 NOVEMBRE Mélenchon s'en va-t-en guerre

Mélenchon est un habitué des propos contre l'Allemagne. Il en avait même fait un livre, *le Hareng de Bismarck (le Poison allemand)*, où il avait entre autres écrit : « Un monstre est né sous nos yeux, l'enfant de la finance dérégulée et d'un pays qui s'est voué à elle, nécosé par le vieillissement accéléré de sa population. L'un ne serait rien sans l'autre. Cette alliance est en train de remodeler l'Europe à sa main. Dès lors, l'Allemagne est, de nouveau, un danger. Le modèle qu'elle impose est, une fois de plus, un recul pour notre civilisation. » Sans oublier des propos très agressifs, toujours contre l'Allemagne, dans différents médias.

### « Démagogie victimaire »

Les commémorations du 11 Novembre, à l'occasion du centenaire de l'armistice de la Première guerre mondiale en ont été une nouvelle occasion pour Mélenchon et certains de ses proches de verser dans le patriotisme anti-allemand. Celui qui est monté au créneau est l'« orateur national pour les questions internationales et la défense » Djordje Kuzmanovic. Ce dernier s'était déjà fait remarquer avec ses propos sur l'immigration et la « bonne conscience de gauche qui empêche de réfléchir concrètement à la façon de ralentir, voire d'assécher les flux migratoires ». Même si ces propos ont été désavoués par la suite, il est toujours orateur national de la FI. Et c'est donc en tant que tel que Djordje Kuzmanovic a commenté, sur le site de *Marianne*, le 31 octobre dernier, la décision de Macron de ne pas faire parader l'armée pour

Lors des commémorations du 11 Novembre, à l'occasion du centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale, Mélenchon et l'« orateur national » de la FI Djordje Kuzmanovic se sont une nouvelle fois fait remarquer... par leurs postures nationalistes.



commémorer la « victoire » française. Kuzmanovic est colère que la France ait pu « négocier une commémoration avec l'Allemagne ». Car, selon lui, « il y a [...] lieu de commémorer la fin de la Première Guerre mondiale en accord avec l'esprit qui animait l'immense majorité des "poilus", et non en cédant à la démagogie victimaire d'aujourd'hui. Les Français de l'époque voulaient la victoire, ils ont beaucoup souffert pour elle, parce que c'était leur devoir. »

### « La tuerie déclenchée par le Kaiser »

Mélenchon est quant à lui allé célébrer la « victoire » à Marseille en postant sur sa page Facebook une photo

avec comme légende : « Célébration de la victoire et de la fin de la tuerie déclenchée par le Kaiser » (sic). Les deux inouïs oublient, une nouvelle fois, de rappeler la responsabilité de l'État français dans cette boucherie, en n'insistant que sur celle de l'Allemagne. Une thèse de l'unique responsable qui était peut-être celle du traité de Versailles, mais qui a été depuis largement démentie par tous les travaux historiques, qui ont clairement démontré que la première boucherie mondiale était due à la rapacité de l'ensemble des capitalistes et de leurs gouvernements belliqueux, y compris et notamment la France. En outre, nous n'avons trouvé aucune critique de leur part concernant la

venue pour ce centenaire de la fine fleur des autocrates, dictateurs et criminels de guerre mondiaux dont Donald Trump, Vladimir Poutine, Erdogan ou encore le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, et de la vaste supercherie intitulée « Forum sur la paix ».

Le 11 novembre, Mélenchon et Kuzmanovic ont montré une nouvelle fois que certains, et pas des moindres, tiennent à entretenir et développer la posture nationaliste de la FI. On peut le dire sans hésitation, au regard de l'histoire et de l'actualité : rien de bon ne viendra de ce côté-là. Pas plus aujourd'hui qu'hier.

Joséphine Simplon

# ISRAËL Netanyahu accusé de faiblesse par l'extrême droite

La radicalisation vers la droite du champ politique israélien suit malheureusement son cours. Dernier épisode en date : une mini-crise gouvernementale, qui a vu le Premier ministre Benjamin Netanyahu être lâché par l'un de ses alliés, le ministre de la Défense Avigdor Lieberman.

À l'origine du dernier épisode de surenchère à droite en Israël, la récente offensive aérienne à Gaza, qui faisait suite à des affrontements entre un commando des forces spéciales israéliennes infiltré (et découvert) dans la petite bande côtière. Des bombardements meurtriers ont eu lieu, ainsi que des destructions de bâtiments d'al-Aqsa TV, chaîne contrôlée par le Hamas, tandis que les groupes armés palestiniens tiraient plusieurs centaines de roquettes en direction d'Israël. Un épisode militaire violent mais de courte durée, qui s'est soldé par un cessez-le-feu de facto.



Wikimedia Commons

## «Un abandon total au terrorisme»

C'est l'acceptation par Netanyahu de ce cessez-le-feu qui a conduit le ministre de la Défense d'extrême droite Avigdor Lieberman à quitter le gouvernement et à retirer le soutien des cinq députés de son mouvement à la coalition dirigée par Netanyahu. Pour Lieberman, ce dernier aurait fait preuve de faiblesse et le cessez-le-feu aurait été « un abandon total au terrorisme ». Également en cause, l'autorisation de transferts de fonds qataris et de carburant dans la bande de Gaza, qui devraient dépendre selon lui d'engagements du Hamas à « mettre fin à la violence ». En

clair, Lieberman était favorable à un durcissement du blocus et à des opérations militaires de plus grande envergure, et a dès lors considéré les décisions de Netanyahu comme équivalentes à une « capitulation ».

Avec le départ de Lieberman, Netanyahu ne dispose plus que d'une très courte majorité au Parlement israélien, la Knesset : 61 sièges sur 120. Il n'en fallait pas plus pour que d'autres se livrent à une surenchère, sans toutefois quitter le gouvernement, à l'instar de Naftali Bennett, leader de l'extrême droite religieuse pro-colons, regroupée dans son parti Le Foyer juif, et ministre de l'Éducation. Décidé à exercer une

pression sur Netanyahu et à ne pas laisser le monopole de la radicalité belliqueuse à Lieberman, Bennett a ainsi vertement critiqué le Premier ministre et exigé le poste de ministre de la Défense, avant de rétro-pédaler en affirmant avoir obtenu des garanties de ce dernier, notamment à propos de la colonisation et des destructions de villages.

## Surenchère militaro-sécuritaire

Une ambiance générale où s'entremêlent manœuvres politiciennes entre des dirigeants qui, bien que coalisés, ne font pas mystère de leur détestation réciproque, et

poursuite de la radicalisation vers l'extrême droite du champ politique israélien. Personne n'est en effet dupe du procès en gauchisme et en pacifisme qui est fait à Netanyahu : sa politique et son CV parlent d'eux-mêmes, et le cessez-le-feu provisoire avec Gaza tient davantage du pragmatisme que d'une quelconque volonté de faire un geste en direction des Palestiniens. En convoquant la sacrosainte sécurité de l'État au cours d'un discours martial prononcé le 18 novembre et en déclarant qu'il assumerait lui-même la fonction de ministre de la Défense, Netanyahu a provisoirement désamorcé la crise en évitant des élections anticipées et en qualifiant d'« irresponsables » ceux qui voudraient les convoquer. Si le gouvernement Netanyahu n'est pas tombé, rien ne garantit toutefois que d'autres crises ne surviendront pas dans les prochaines semaines. La course électorale est de toute façon lancée, et les récents événements indiquent que la droite extrême et l'extrême droite sont déterminées à se livrer à une surenchère militaro-sécuritaire, en convoquant une fois de plus les « menaces existentielles » qui pèsent sur Israël, de l'Iran à Gaza en passant par le mouvement international de soutien aux Palestiniens. Poursuivi dans des affaires de corruption, Netanyahu est prêt à tout pour se maintenir au pouvoir, y compris déclencher ou provoquer des conflits militaires lorsqu'il estimera que les circonstances l'exigent. Une perspective inquiétante, mais qui doit nous convaincre de poursuivre sans relâche les efforts et la mobilisation pour que cesse toute forme de soutien politique, économique, diplomatique et militaire à l'État d'Israël, qui constitue encore et toujours une menace existentielle pour les peuples du Moyen-Orient.

Julien Salingue

# BREXIT Le mouvement social saura-t-il profiter de la crise majeure des Conservateurs ?

Lors des dernières élections en 2017, Theresa May avait promis un gouvernement « fort et stable ». Un an et demi plus tard il est en train d'exploser sur la question du Brexit.

Après la démission en juillet du ministre en charge des négociations du Brexit et du ministre des Affaires étrangères, cinq nouveaux ministres viennent de claquer la porte, et d'autres pourraient bientôt faire de même. Depuis le référendum, May cherche à négocier l'impossible : un Brexit « dur » pour garder le soutien de l'aile anti-européenne de son parti, tout en cherchant à maintenir un accès privilégié au marché intérieur de l'UE pour les entreprises basées au Royaume-Uni. Le rapport de forces étant largement en faveur des 27 autres pays de l'UE – le Royaume-Uni a davantage besoin du marché de l'UE que le contraire – ils lui ont fait payer cher sa décision de quitter l'UE, poussés en cela par le noyau dur de la France et de l'Allemagne qui ne souhaitent aucunement que d'autres pays soient tentés d'imiter le Royaume-Uni.

## Dedans sans y être ?

L'accord final prévoit une période de transition jusqu'à décembre 2020 où le Royaume-Uni resterait dans l'union douanière, suivie, si nécessaire, d'une extension provisoire, le temps de



Wikimedia Commons

trouver un accord sur le commerce. En gros, le Royaume-Uni devra accepter les régulations économiques décidées par l'UE, sans avoir aucune influence dessus, pendant une période qui, sans le consentement des deux parties, pourrait durer quasi indéfiniment. L'accord prévoit également, pendant une période transitoire et dans l'attente d'un accord définitif, une frontière ouverte entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord, avec donc l'accès de cette dernière au marché intérieur de l'UE, ce qui compliquerait les échanges avec le reste du Royaume-Uni. Les Unionistes protestants qui, par leurs

votes, assurent, pour l'instant (!), la survie du gouvernement de May, ont déjà annoncé qu'ils voteront contre l'accord.

Devant le spectre d'une sortie « sans accord », avec le chaos aux frontières et l'effondrement économique que cela pourrait provoquer, Theresa May a accepté la proposition de l'UE et, à l'aide de ce chantage, espère convaincre le Parlement britannique, dont peut-être une partie de l'aile droite des travaillistes, de la voter.

## Vers de nouvelles élections ?

Le leader des travaillistes, Jeremy Corbyn, a rejeté l'accord et, si May

n'obtient pas de majorité pour sa proposition au Parlement, la question de nouvelles élections pourrait bien se poser. En 2017, où les travaillistes ont failli gagner, Corbyn a su très habilement éviter que sa campagne soit une répétition du référendum pour la centrer sur les questions essentielles comme la santé, le logement, les services publics et l'emploi. Il a su résister aux attaques féroces des médias mais aussi aux appels, y compris de ses « amis », à diluer son programme pour être plus « éligible ». Cette fois-ci la pression est encore plus forte. Plus que jamais il y aura besoin de renforcer les mobilisations dans tous les secteurs, d'une part pour soutenir Corbyn quand il prendra des mesures positives et pour mettre la pression quand il y renoncera, mais d'autre part et surtout pour montrer qu'au total nous ne pourrions vraiment compter que sur nous-mêmes et notre force pour gagner. En Grande-Bretagne en ce moment le niveau général des luttes n'est pas au plus fort mais parfois la colère, qui est très présente, explose. Cette année, deux énormes manifestations de salariés de la santé ; en juillet, 250 000 manifestants contre la visite de Trump à Londres et, pas plus tard que samedi 17 novembre, 40 000 à Londres contre le racisme et le fascisme. Le potentiel est là.

Ross Harrold

## Le monde en bref



## Italie Le gouvernement d'extrême droite s'acharne contre l'Aquarius

Le 18 novembre, les autorités italiennes exigeaient la mise sous séquestre de l'Aquarius, navire affrété par l'ONG SOS-Méditerranée pour secourir les migrants en mer, qui stationne dans le port de Marseille depuis le 4 octobre dernier. Le bateau ne peut quitter le port depuis cette date, en raison de la révocation de son pavillon par Panama, ce qui lui interdit dès lors de reprendre la mer, au risque d'être considéré comme un navire pirate. Les autorités italiennes, déjà responsables de cette révocation, ont décidé d'aller encore un peu plus loin avec l'exigence de la mise sous séquestre de l'Aquarius. Motif invoqué ? Le navire aurait fait passer illégalement des déchets potentiellement toxiques pour des déchets classiques, et aurait ainsi dégagé des « profits illégaux ». On parle ici de restes alimentaires, de vêtements et de déchets issus des activités médicales pratiquées sur le bateau... Salvini, ministre de l'Intérieur d'extrême droite, a ainsi déclaré : « J'ai bien fait de bloquer les navires des ONG. Je n'ai pas seulement stoppé le trafic de migrants clandestins mais aussi, à ce qui semble, celui de déchets toxiques ». Preuve, s'il en fallait une, que l'Aquarius, SOS-Méditerranée et MSF sont victimes d'une attaque politique supplémentaire de la part de celui qui a juré d'en finir avec les migrants et celles et ceux qui les aident. Commentaire de SOS-Méditerranée : « L'Aquarius a toujours suivi des procédures rigoureuses dans ses activités portuaires, qui n'avaient pas été remises en question par les autorités jusqu'alors. [...] C'est une nouvelle offensive dans la série d'attaques qui criminalisent l'aide humanitaire en mer. » On ne saurait mieux dire.

## Arabie saoudite Selon la CIA, MBS derrière le meurtre de Khashoggi

L'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul le 2 octobre dernier a eu un retentissement international. Et même si les autorités saoudiennes ont nié être les commanditaires de ce meurtre, cet événement a considérablement écorné l'image « moderne » que tentait de donner le prince héritier Mohammed ben Salmane. Ce dernier, dont la brutalité en politique intérieure comme en politique étrangère ne fait pourtant guère de mystère, était présenté par nombre de dirigeants des pays occidentaux comme un « dirigeant d'avenir » pour la région. Voilà qui justifiait probablement de lui vendre des armes et de s'abstenir de le critiquer, y compris au sujet de la sanglante guerre saoudienne au Yémen... De récentes informations de la CIA, révélées par le Washington Post et le New York Times, ne vont pas améliorer l'image de MBS, dont l'implication directe dans l'assassinat de Khashoggi est désormais clairement établie. Entre autres éléments, des enregistrements sonores et des écoutes téléphoniques, avec notamment un appel passé après le meurtre, au cours duquel Maher Mutreb, chef du commando saoudien envoyé en Turquie, s'adresse à Saoud al-Qahtani, l'un des principaux conseillers du prince héritier, en ces termes : « La mission a été accomplie ». Et d'ajouter : « Dis-le à ton patron. » Questionné à propos de ces révélations, Donald Trump a bien évidemment botté en touche, dans son style inimitable : « [MBS] m'a dit qu'il n'avait rien à voir avec cela. Il me l'a dit peut-être cinq fois, à différentes occasions, y compris il y a quelques jours. » Nous voilà rassurés.

**L**e 25 novembre est la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et, cette année comme depuis plusieurs années maintenant, cette journée a une importance particulière.

En effet, partout dans le monde les femmes se mobilisent massivement pour leurs droits, contre les violences, pour le droit à disposer de leur corps. Elles s'auto-organisent et prennent leurs affaires en main. Depuis le début des années 2000, on observe qu'un nouveau cycle de luttes des femmes s'est ouvert, rappelant les années 1970. Avec l'affaire Weinstein l'année dernière et le #MeToo et #BalanceTonPorc, c'est une véritable vague de libération de la parole qui a déferlé sur les réseaux sociaux et qui, dans plusieurs pays, s'est concrétisée en mobilisations.

Dans plusieurs pays comme l'Argentine ou l'Italie, des mouvements massifs se construisent contre les violences sexistes, en particulier les féminicides, mais aussi pour le droit à l'avortement. En Argentine, où l'avortement est interdit, il s'agit bien d'une violence très concrète contre les choix des femmes et leur droit à disposer de leur corps.

Les féminicides ne sont pas des faits exceptionnels, qui se passeraient ailleurs : la France est elle aussi largement touchée. Ces violences sont utiles pour maintenir les femmes en état de domination et c'est pourquoi elles sont légitimées par la société : c'est ce qu'on appelle la culture du viol, qui se retrouve partout, dans les médias comme à l'école ou au travail. Ces violences ne sont pas le fait d'hommes isolés et fous. Elles font partie intégrante d'un système de domination des hommes sur les femmes. Ces violences se retrouvent dans toutes les sphères de la société : dans la rue, mais aussi dans le cadre du foyer (qui semble parfois être le cadre sécurisant alors que la majorité des violences sexuelles s'y produisent), mais aussi au travail.

Le combat contre les violences sexistes doit se mener dès aujourd'hui avec la compréhension que ce système de domination ne pourra pas être abattu magiquement. C'est pourquoi il faut construire un mouvement massif et international.

**Dossier réalisé par la commission nationale d'intervention féministe du NPA**



# CONSTRUISONS UN MOUVEMENT FÉMINISTE, MASSIF ET INTERNATIONAL!

## EN AMÉRIQUE LATINE, LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE SERA FÉMINISTE!

*En Amérique latine, une lame de fond féministe est en plein développement. Elle s'est construite ces dernières années dans la lutte contre les violences, en particulier les féminicides.*

### Du Mexique à l'Argentine

Au Mexique, dans les quartiers les plus pauvres des villes frontalières du Nord, les maquiladoras, complètement délaissées par les structures étatiques, les femmes ont été obligées de s'auto-organiser pour pouvoir se déplacer de leur domicile à leur lieu de travail en sécurité, pour gérer les enfants, etc. Elles ont dénoncé les violences qui maintiennent les femmes dans la terreur et l'isolement, et font d'elles une main-d'œuvre corvéable à merci au profit des multinationales présentes sur ces territoires. En parallèle, les femmes zapatistes sont à l'avant-garde en termes de revendications et d'initiatives : en mars 2018 elles ont organisé une rencontre internationale qui a réuni plus de 7000 femmes.

En Argentine, la mobilisation massive contre les féminicides et les viols s'appuie sur une tradition ancrée dans la résistance à la dictature et notamment les mobilisations des mères de la place de Mai. En 2015, a lieu la première mobilisation massive autour du mot d'ordre «Ni Una Menos». Quatre ans plus tard le mouvement n'a pas faibli, s'est emparé de la question de l'avortement et a obtenu une victoire partielle avec le vote de la Chambre des députés favorable à la légalisation de l'avortement. Mais, malgré la mobilisation de 2 millions de femmes, le Sénat n'a pas approuvé cette légalisation.



«Ni Una Menos» en Argentine. DR

La lutte se poursuit et est profondément ancrée, notamment chez les jeunes femmes, apportant un souffle nouveau à l'ensemble du mouvement social.

### «Si les Argentines peuvent, nous pouvons aussi»

Ce mouvement fait tache d'huile, notamment via les réseaux sociaux, au Pérou, en Colombie, en Équateur, au Paraguay, au Costa Rica, au Venezuela... Au Guatemala, les femmes indigènes qui s'étaient organisées dans les années 1980 pour faire face aux viols utilisés comme arme de guerre, ont mis en évidence la recrudescence des féminicides dans les zones où les ressources naturelles présentent un enjeu économique majeur. Au Chili, un mouvement d'occupation d'université a eu lieu l'année dernière pour dénoncer le harcèlement sexuel et l'impunité dont bénéficient les agresseurs. Les femmes ont pour devise «Si les Argentines peuvent, nous pouvons aussi». Inspirés par le foulard vert aux couleurs de l'Argentine, des foulards de diverses couleurs fleurissent et sont un symbole d'unité

et de solidarité, pour se battre pour le droit à l'avortement.

Le mouvement des femmes se politise, se radicalise, intègre de nombreuses dimensions économiques, de genre bien sûr mais aussi anti-productivistes, écologistes, antiracistes, internationalistes, prenant en compte les problématiques des LGBTI... D'ailleurs, d'une certaine manière, le mouvement féministe a pris aujourd'hui le relais du mouvement altermondialiste en termes de solidarité et de mobilisation internationaliste. Ce mouvement s'affronte aux forces vives du capitalisme, représentées par les multinationales qui surexploitent les êtres humains (en particulier les femmes) et la planète. Il est profondément subversif et porte un espoir de transformation de la société dans la convergence avec les autres mouvements sociaux.

### Au Brésil: les femmes comme rempart à l'extrême droite

En quelques années, la situation du Brésil a radicalement changé. L'expérience du budget participatif de Porto Alegre a laissé place aux pactes avec les classes dominantes,

à la corruption massive touchant largement la gauche au pouvoir et à la crise économique. Dans ces conditions, la droite et l'extrême droite ont trouvé un terrain fertile pour le développement de leurs idées nauséabondes.

Les violences, de manière générale, et les violences contre les femmes en particulier, ont toujours été d'une ampleur dramatique dans ce pays, y compris les assassinats à motivation politique. En mars dernier, la mort de notre camarade Marielle Franco, militante du PSOL, afroféministe, lesbienne, issue des quartiers populaires et défenseuse des plus démunies, annonçait malheureusement la suite des événements. Dans les semaines précédant l'élection de Bolsonaro, encouragées par les discours ultra réactionnaires, les violences ont déferlé contre les gays et les lesbiennes, les femmes, les militantEs de gauche. Les positions et propos du président brésilien non seulement les légitiment mais les encouragent.

Au lendemain de l'assassinat de Marielle, des centaines de milliers de personnes s'étaient mobilisées pour réclamer justice et vérité. Avant l'élection puis dans l'entre-deux-tours, les femmes se sont de nouveau mobilisées massivement, réunies sous le hashtag #EleNão. Raciste, misogyne, nostalgique de la dictature, défenseur des riches : l'élection de Bolsonaro laisse présager le pire pour le Brésil. Sauf si un mouvement social massif, emmené par la mobilisation féministe et les salariéEs, venait contrecarrer les plans du camp des riches blancs cathos réactionnaires. Toute notre solidarité va aux militantEs et en particulier aux militantes qui résistent et luttent pour la défense des droits des femmes, des gays, des lesbiennes, des travailleurEs.

## EN EUROPE, LES FEMMES PRENNENT LEURS AFFAIRES EN MAIN!

En Europe aussi les choses bougent, les femmes se mobilisent de manière massive et dans de nombreux pays, contre les violences, mais aussi pour le droit à l'avortement...

L'année dernière, la journée internationale de grève des femmes avait rassemblé, le 8 mars, 5 millions de personnes dans les rues des principales villes de l'État espagnol. Des femmes jeunes, voire très jeunes se mobilisaient, mais aussi très largement les travailleuses, avec mise en place de piquets sur de nombreuses entreprises. Si l'activité syndicale était aussi à l'origine de cette mobilisation, les principales centrales syndicales avaient d'abord refusé d'appeler à une grève de 24h impulsée par la coordination des femmes mise en place à partir de l'auto-organisation du mouvement des femmes, et de secteurs syndicaux dans lesquels les féministes font un travail important.

### Des années de (re)construction

Le mouvement dans l'État espagnol n'est pas né le 8 mars dernier. Il est le produit d'un travail de plusieurs années, où les femmes se sont mobilisées massivement : contre la restriction de leur droit à l'avortement d'abord, puis contre les féminicides. La victoire a été de réussir à construire à la base de ces mobilisations un cadre sur la durée, auto-organisé, qui pose la question de la grève du travail productif et reproductif comme outil pour changer les choses. En Italie, le mouvement féministe est lui aussi très fort, et centré en particulier sur la question des violences. « *Non Una di Meno* » est, depuis 2016, un mouvement de masse avec des centaines de milliers de personnes dans les



Le 8 mars à Barcelone. DR

rues le 8 mars et les 25 novembre. Ici aussi, il est le fruit de longues années de reconstruction à la base, de cadres auto-organisés qui tentent de se coordonner. Cependant, l'Italie ne ressemble pas à l'État espagnol : le mouvement ouvrier en Italie est bien plus atomisé et tout est à reconstruire. C'est pourquoi il est plus qu'intéressant de voir que le mouvement féministe a non seulement montré qu'il devait dépasser les frontières, mais aussi que la grève était un outil toujours nécessaire pour construire un rapport de forces. Dans certains secteurs du salariat particulièrement féminisés (grande distribution, hôtellerie), le mouvement féministe a construit un travail syndical posant largement la question des conditions de travail des femmes mais aussi des travailleurs, faisant des femmes une nouvelle avant-garde.

### Droit à disposer de son corps

La mobilisation européenne ne s'arrête pas là... Puisqu'en Irlande

comme en Pologne, les mobilisations des femmes ont permis de gagner des victoires concrètes pour leur droit à disposer de leur corps, par une mobilisation massive. En Suisse, le 21 septembre dernier, ce sont des dizaines de milliers de femmes qui ont manifesté dans les rues, et les féministes préparent une grève pour juin 2019. La réussite de la mobilisation s'est faite en construisant des assises féministes permettant de rebattre les cartes. Les femmes se sont auto-organisées en prenant leurs affaires en main!

Ainsi, partout en Europe, les femmes se mobilisent, mais la réussite de leur mobilisation s'est produite par la construction dans la durée d'un mouvement féministe avec une volonté de dépasser les divisions existantes, en s'appuyant sur une nouvelle génération, en construisant des cadres auto-organisés qui se coordonnent, en posant la grève comme outil puissant de mobilisation.

## VIOLS, VIOLENCES: LES FEMMES FACE À LA JUSTICE PATRIARCALE

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, pour un fait aussi grave qu'un viol, la plupart des victimes ne portent pas plainte et, même lorsqu'elles le font, il est très peu probable que leur agresseur soit condamné. Des enquêtes récentes de sociologues tentent d'analyser les raisons de ce phénomène. C'est une question dont le mouvement féministe doit se saisir, car ces phénomènes démontrent encore une fois que la fin de la domination masculine dépasse largement la simple question de la législation et des droits, même si cette question est essentielle.

### Des chiffres qui démontrent l'ampleur des violences sexuelles et sexistes<sup>1</sup>

On estime à 117 000 le nombre de victimes de viol ou de tentative de viol chaque année en France<sup>2</sup>. Parmi celles-ci, seulement 13 708 déposent une plainte (11,7%). Mais la plupart seront classées sans suite par le parquet, et seules 3 774 (30,8%) font l'objet de poursuites. À la suite de quoi, sont prononcées 2 280 mises en examen pour viol. Alors qu'un viol devrait systématiquement être jugé en cour d'assises ou tribunal pour enfants, cela concerne seulement 1 159 cas, le reste étant renvoyé en correctionnelle, ce qui revient à invisibiliser le viol. Et au total, seulement 1 003 condamnations sont prononcées pour viol soit 0,86% des 117 000 viols ou tentatives... Le chiffre des violences conjugales dans leurs formes les plus graves (violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur conjoint ou ex-conjoint) est encore plus important puisqu'on estime que chaque année 223 000 femmes âgées de 18 à 75 ans sont concernées.

Contrairement à ce qu'on essaye de nous faire croire, la plupart des violences n'ont pas lieu dans la rue, dans des parkings sombres... elles ont lieu au sein du foyer et sont perpétrées par des proches de la victime. Dans 90% des cas, les victimes connaissent leur agresseur. Les violences traversent tous les milieux sociaux. Elles sont un élément essentiel du maintien de la domination des femmes par les hommes, de leur contrôle. Cela au service d'un système capitaliste qui profite à fond de la surexploitation des femmes tant dans le cadre du salariat qu'avec le travail domestique réalisé gratuitement très majoritairement par les femmes. Le contrôle du corps des femmes à tous points de vue (productif et reproductif) représente un enjeu

tel que capitalisme et patriarcat se combinent pour verrouiller par tous les moyens cette domination, y compris par les violences physiques dont les viols et les féminicides sont les formes les plus extrêmes.

### Mais pourquoi les victimes ne portent-elles pas plainte?

Dans le cadre de ce système de domination, on comprend bien que la justice bourgeoise et patriarcale joue son rôle. Mais il est moins facile de comprendre pourquoi il y a si peu de plaintes.

Une des raisons réside dans le mécanisme des violences lui-même et l'emprise exercée par l'agresseur. À cela s'ajoute le coût des procédures judiciaires. Enfin, les femmes savent que la probabilité que l'agresseur soit condamné est très faible, que les procédures sont longues et douloureuses... Les moyens alloués à la justice et aux enquêteurs sont insuffisants et démontrent le peu d'importance donnée à la lutte contre les violences sexistes. Les professionnelles sont peu ou pas formés à l'accueil des victimes et sur les spécificités liées à ce type de violences. Les conséquences des traumatismes subis peuvent constituer une difficulté à la reconstitution des faits, et parfois les victimes ne se rappellent les violences que plusieurs dizaines d'années après. La justice n'en tient absolument pas compte.

### Mettre fin à l'impunité des agresseurs

Il faut bien sûr des moyens pour la justice afin qu'elle traite les affaires dans des délais et des conditions acceptables. Il faut que tous les professionnelles en contact avec des victimes de violences sexuelles ou sexistes soient formés spécifiquement. Il faut des moyens pour les associations qui accueillent les victimes de violences, et des logements d'urgence pour les femmes,

en particulier celles accompagnées de leurs enfants. La peur doit changer de camp : ce sont les agresseurs qui doivent être montrés du doigt et pas les femmes.

Mais les violences sont systématiques et ne pourront pas être réglées seulement par des moyens pour la justice, qui ne peut être qu'une solution d'après-coup : c'est l'ensemble des rapports femmes-hommes qu'il faut changer. Cela passe notamment par la mise en place d'une véritable éducation non sexiste dans les écoles.

Il faut modifier les conditions matérielles qui permettent l'oppression des femmes : c'est-à-dire en finir avec la surexploitation des femmes dans le cadre du salariat en revendiquant l'égalité salariale, la revalorisation des pensions, des minima sociaux, etc. Et en finir aussi avec le partage inégal du travail domestique, ce qui nécessite pour commencer une réduction massive du temps de travail, et l'arrêt de la casse des services publics.

Pour obtenir tout cela, c'est seulement avec un rapport de forces suffisant que nous pourrions gagner, car nous ne pouvons compter que sur nos propres forces et être dans la rue le 24 novembre, le plus nombreux et nombreux possible. Et surtout en faisant du 24 novembre le début d'un mouvement massif, car les violences sexistes ne sont pas une fatalité!

1 - Voir les articles de *Mediapart* (« En France, les condamnations pour viol chutent, alors que les plaintes augmentent », sur <https://www.mediapart.fr/journal/france/131018/en-france-les-condamnations-pour-viol-chutent-alors-que-les-plaintes-augmentent>) et de *Bastamag*, « En France, moins de 2% des affaires de viols aboutissent à une condamnation en cour d'assises », en ligne sur <https://www.bastamag.net/En-France-moins-de-2-des-affaires-de-viols-aboutissent-a-une-condamnation-en>.

2 - Chiffres tirés de la dernière enquête de victimation publiée fin 2017.

## URGENCE POUR LES FEMMES MIGRANTES ET LEURS ENFANTS

Une enquête menée par France terre d'asile entre novembre 2017 et mai 2018 dénonce les violences auxquelles sont exposées les femmes réfugiées et demandeuses d'asile quand elles arrivent en France.

En 2017, les femmes représentaient 35% des demandeurs d'asile, et 40,5% des personnes sous la protection de l'Ofpra. Les femmes sont victimes de violences spécifiques. Ainsi, aux « insultes, rejets et harcèlement à la croisée du sexisme et du racisme » s'ajoutent « les agressions physiques et sexuelles liées au fait de devoir dormir dans la rue, les vols, les situations d'exploitation sexuelle, les mariages ou les grossesses "arrangées" pour obtenir un hébergement ou un titre de séjour, les situations de prostitution de survie pour obtenir de quoi manger ou un endroit où dormir, les violences de la part de leur conjoint ou partenaire et les discriminations ou persécutions en raison de leur orientation sexuelle ».

Les femmes migrantes, ne vont pas porter plainte, par peur de perdre leur titre de séjour ou de protection internationale lorsqu'il est rattaché à leur conjoint. De plus, « les plaintes souvent classées sans suite, ainsi que le manque

d'information claire sur les droits des femmes en France, alimentent leur peur. »

### Non-assistance à personne en danger

Ainsi sont pointées les conditions d'accueil insuffisantes, les hébergements quasi inexistantes et/ou inadaptés, la précarité administrative et économique, le manque de formation des personnels dans les lieux d'accueil et le manque de lieux d'accueil et d'information sur leurs droits pour les femmes migrantes.

La politique du gouvernement de non-accueil des migrantes est équivalente à une non-assistance à personne en danger, qu'il s'agisse de femmes migrantes demandeuses d'asile ou pas. Les dernières modifications de la loi sur l'immigration n'ont fait qu'aggraver cette situation en compliquant l'accès aux démarches administratives pour demander l'asile. Une femme peut attendre plusieurs mois pour avoir un premier rendez-vous, elle sera à la rue,

souvent isolée et perdue dans un pays dont elle ignore les codes, sans aucun soutien pendant ce temps.

### Ce qu'il faut:

- une création massive de lieux d'hébergement permettant un accueil dans la dignité, une prise en charge des questions de santé et un accompagnement vers l'emploi qualifié;
- des lieux d'accueil non mixtes avec des personnels formés pour favoriser l'écoute des femmes migrantes;
- des démarches simplifiées et une réelle prise en compte des faits de violences spécifiques pour l'accès au statut de réfugiée pour les femmes, la reconnaissance du viol comme arme de guerre, l'application effective de la protection internationale immédiate pour les victimes de la traite des êtres humains;
- une individualisation des droits - non dépendante du mari ou du père - pour l'obtention des titres de séjour pour les femmes.

## DES IRLANDAISES POSTENT DES STRINGS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



## SORBONNE

## Travailler plus pour pas un sou!

Au mois d'octobre, le président de Sorbonne-Université, issue de la fusion de Paris 6 et de Paris 4, annonçait l'augmentation du temps de travail hebdomadaire de 2 heures et 4 minutes, sans aucune contrepartie.

Cette attaque s'inscrit dans une longue série de remise en cause des droits et des acquis mise en place dans le cadre de la fusion. Elle vise particulièrement les services de l'université qui travaillent 35 heures par semaine et bénéficient de 55 jours de congés en raison de leurs contraintes spécifiques. C'est notamment le cas de la bibliothèque universitaire, qui a un régime de travail qui prend en compte l'ouverture continue et tardive des services, le travail du samedi et les fermetures administratives.

## Contre le démantèlement de l'enseignement supérieur

La remise en cause des 35 heures a été perçue comme une véritable provocation par les bibliothécaires qui voient tous les jours leurs conditions de travail se dégrader : sous-effectif, baisse des crédits documentaires, blocage du point d'indice, journée de carence, etc.

Ils ont immédiatement réagi en organisant une grève massive le mardi 13 octobre à l'appel de la CGT et du SNASUB-FSU. Le matin du 13, la direction, craignant une action à l'occasion du Comité technique, avait déployé un cordon de sécurité devant la salle où il devait se réunir. Les éluEs du personnel ont refusé de siéger dans de telles conditions. L'après-midi, devant une quarantaine de bibliothécaires qui avaient investi par surprise les locaux de la présidence, la direction, dans un mépris tout macronien, a affirmé que l'allongement du temps de travail était parfaitement normal... Tout cela s'inscrit en effet dans une logique de dérégulation et de démantèlement de l'enseignement supérieur, dont les ordonnances passées dans le cadre de la loi « Pour un État au service d'une société de confiance » constituent le dernier avatar, avec la création du statut de « grand établissement » qui permettra de déroger à plusieurs obligations réglementaires.

Les bibliothécaires ont riposté en organisant une grève reconductible à partir du mardi 20 novembre. Les BU sont traditionnellement très bien structurées syndicalement et très combatives. La participation aux AG est importante, ce qui permet une auto-organisation du mouvement. Une caisse de grève a été mise en place, et des actions visant à élargir le mouvement aux autres services concernés ont été entreprises.

Si l'appui des organisations syndicales est plus que timide en cette période d'élections professionnelles, hormis la CGT et la FSU, le soutien des étudiantEs, avec qui les bibliothécaires discutent sur les piquets de grève, est une donnée importante du mouvement.

Correspondant

## TAXES INDIRECTES Un racket fiscal contre les travailleurEs!

En matière de fiscalité sur les ménages finançant le budget de l'État, il y a deux grands types d'impôts. D'une part, l'impôt sur le revenu, qui est « progressif » : plus on est riche, plus le taux d'imposition est élevé, et donc plus on paie d'impôt en proportion de son revenu. Il y a, d'autre part, les taxes sur la consommation qui sont « régressives » : plus on est riche, moins on paie d'impôt en proportion de son revenu, car les riches consomment une part moins importante de leur revenu.

ce que craignent nos collègues de la Direction générale des Finances publiques, dont la charge de travail a considérablement augmenté!

## Des mesures fiscales immédiates... articulées à une perspective anticapitaliste

La révolte contre les taxes sur l'essence est parfaitement justifiée. Nous nous opposons bien sûr à la hausse de ces taxes, mais nous sommes plus fondamentalement pour la suppression de toutes les taxes indirectes sur la consommation, pour une plus forte progressivité de l'impôt sur le revenu (avec un taux maximal de 100%), et pour le rétablissement d'un impôt conséquent et progressif sur le patrimoine. Il faut aussi taxer beaucoup plus fortement les profits des multinationales, à commencer par Total et les grands trusts de l'énergie. Les hausses de taxes sur les catégories populaires ne régleront aucun problème écologique. Il faut pour cela en finir avec le tout-voiture en développant les transports publics gratuits et en permettant à chacun de vivre à proximité de son travail. Il faut en outre que les travailleurEs puissent prendre collectivement le contrôle des grands moyens de production, à commencer par les grands groupes de l'énergie, et planifier l'économie en fonction des besoins sociaux et des contraintes écologiques. C'est le seul moyen de faire décroître la consommation d'énergie, et donc de réduire suffisamment les émissions de gaz à effet de serre pour éviter la catastrophe.

Gaston Lefranc

Le poids des taxes indirectes dans la fiscalité n'a cessé d'augmenter au détriment de l'impôt sur le revenu.

Dans les années 1980, l'impôt sur le revenu était composé de 14 tranches avec un taux marginal maximum de 65%. Aujourd'hui, il est composé de 5 tranches avec un taux maximum de 45%! En outre, la multiplication de niches fiscales permet aux plus riches de réduire considérablement leur contribution au budget de l'État. Aujourd'hui, le montant des recettes de TVA est plus de deux fois supérieur au montant de l'impôt sur le revenu. À la TVA s'ajoutent des taxes encore plus régressives, comme les taxes sur l'alcool, le tabac, et la TICPE (taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques, ex TIPP). Au total, environ 20% du revenu des plus pauvres est aspiré par ces taxes indirectes sur la consommation, contre moins de 10% du revenu des plus riches. Un véritable racket fiscal! La baisse ciblée de la TVA sur la restauration en 2009 a accentué les inégalités, puisqu'elle a bénéficié avant tout aux plus riches qui consacrent une plus grande partie de leur revenu aux sorties au restaurant.

## Le choc fiscal de Macron au profit des plus riches

En 2018, Macron a aggravé le tableau en mettant en place un « choc fiscal »... des plus pauvres vers les plus riches. Il a supprimé l'ISF et mis en place une « flat tax »

## RÉPARTITION DES RICHESSES



de 30% sur les revenus du capital, ce qui permet aux plus riches de se faire taxer leurs dividendes à 30% au lieu de 45% (taux marginal supérieur de l'impôt sur le revenu). L'OFCE estime le gain de ces deux mesures pour les plus riches à 4,5 milliards. Et « en même temps », la hausse des taxes indirectes doit rapporter en 2018 5,1 milliards de plus à l'État (3,7 milliards pour la TICPE; 1,4 milliard pour les taxes sur le tabac) et cette hausse pèse essentiellement sur les catégories populaires. En 2019, la

tendance se prolongera, puisque les taxes sur l'essence vont à nouveau augmenter et rapporteront 2,8 milliards supplémentaires à l'État.

## L'extension de la « flat tax » aux revenus du travail?

La mise en place du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu cache sans doute des objectifs peu avouables. En effet, loin de simplifier le recouvrement de l'impôt, il va le transformer en usine à gaz. Avec l'intervention d'un tiers collecteur (les employeurs), de nombreuses erreurs sont à prévoir. Alors pourquoi cette réforme? Le gouvernement, avec cynisme, pourrait s'appuyer sur la complexité du nouveau système, pour le « simplifier » et supprimer la progressivité de l'impôt sur le revenu en introduisant un taux unique. C'est en tout cas



## ROUEN Le combat de la psychiatrie continue

Le 15 novembre à Rouen, 150 manifestantEs du centre hospitalier du Rouvray (Rouen), du centre Pierre-Janet (Le Havre), de l'EPSM de Caen, et de l'hôpital Pinel d'Amiens ont longuement défilé de l'hôpital du Rouvray à la mairie de Rouen, où ils ont occupé le balcon de la mairie pendant qu'une délégation était reçue. Quelques mois après les luttes exceptionnelles (avec grève de la faim à Rouen et occupation du toit des urgences aux Havre, ainsi qu'un mouvement de plusieurs semaines à Amiens), ce « cortège de vigilance » avait pour but de rappeler la détermination des personnels de psychiatrie à voir appliqués les accords signés, avec les créations de postes exigées. Mais aussi d'appeler



à la coordination des luttes sur un plan national, car partout les établissements

sont confrontés aux mêmes difficultés financières et la dimension humaine des soins

psychiques est remise en cause, malgré les promesses de la ministre Buzyn.

## FORCE OUVRIÈRE

## Une crise prévisible

C'est dans un contexte politique bien particulier qu'a été rendue publique la crise de FO, troisième confédération syndicale française. Une situation marquée par la volonté de Macron de réduire la place des « corps intermédiaires » qui pourrait bien trouver ses limites avec l'irruption des « gilets jaunes ».

Comme la séquence « Lepaon » dans la CGT, la crise ouverte à FO met en évidence les tensions à l'œuvre dans les principales confédérations. Des tensions qui, sur un fond de crise de confiance des salariéEs vis-à-vis des organisations syndicales, amènent certainEs à dévoiler des dysfonctionnements réels, ici ou là

caricaturaux, mais largement répandus dans ces organisations.

## Institutionnalisation

Ce que mettent au jour les affaires « Lepaon » ou « dirigeants de FO », ce sont les dérives permises par des fonctionnements bureaucratiques et des financements corrupteurs. Le « dialogue social » n'est pas



## PSA SAINT-OUEN Une fermeture annoncée

À PSA Saint-Ouen, les rumeurs de fermeture de l'usine allaient bon train depuis longtemps.

La direction a eu pour politique de faire fondre les effectifs de l'usine depuis de nombreuses années, à coups de départs volontaires : en 2012, il y avait un peu plus de 700 salariéEs, contre 340 actuellement. Un secteur entier, le Ferrage, a fermé pour être transformé en zone de stockage. Alors, quand le directeur a annoncé que l'usine était en « décroissance pilotée » au début du mois d'octobre 2017, les salariéEs ont à la fois vu leurs craintes confirmées... tout en restant dans le flou le plus total. La direction refusait de donner des informations plus précises.

### Encouragement aux départs

Tout en refusant de dévoiler le projet de fermeture, PSA recourait aux services d'un cabinet de placement, Altedia, toujours présent sur l'usine. Cela fait des mois qu'Altedia harcèle les salariéEs pour leur faire comprendre qu'il faut quitter l'usine. On vient les voir sur leur poste de travail pour leur proposer de faire des CV, de passer des entretiens. Le but est de vider l'usine petit à petit. En briefing, la direction a même été jusqu'à faire l'éloge de la concurrence, en vantant les places



DR

disponibles à... Renault Flins ! Ce qui a été ironiquement relevé par de nombreux salariéEs, habitués à un autre discours sur Renault. Les quelques volontaires ont par la suite échoué aux tests de recrutement pour l'usine de Flins. Mais la plupart des ouvriers encore présents à Saint-Ouen n'ont pas envie de quitter leur CDI pour... rien, car ils savent bien qu'Altedia n'a rien à leur proposer, du moins rien d'équivalent à un emploi à PSA.

En mars dernier, la direction a révélé que l'AP-HP avait le projet de construire sur le site de Saint-Ouen le futur hôpital Nord, issu de la fusion des hôpitaux Beaujon et Bichat. Ce projet arrange bien PSA, qui a présenté le projet comme voulu par l'AP-HP, comme si elle n'était pas la principale

responsable de la fermeture, et laissé à nouveau les salariéEs dans le flou pendant des mois, en leur disant que la décision finale de l'AP-HP n'était pas connue. Pendant ce temps, les salariéEs se sont réunis à plusieurs reprises en assemblée générale, pour exiger des réponses de la direction et formuler des revendications. Le 9 octobre, à l'occasion de la journée nationale d'action de la CGT, 70 ouvriers se sont réunis en AG sur les trois équipes.

### Une mobilisation à construire

C'est finalement le lundi 12 novembre que la décision a été dévoilée, PSA se cachant toujours derrière l'AP-HP : une lettre émanant du directeur du projet de CHU a été lue aux salariéEs de l'usine,

dans laquelle ce responsable de l'AP-HP explique que le terrain de PSA a été choisi pour construire son grand hôpital.

Cette annonce a été ressentie par les salariéEs comme un coup très dur, même si ils et elles s'y attendaient. Le lendemain, une ambiance de plomb régnait dans l'usine, personne ne travaillait, et le syndicat patronal, le SIA (Syndicat indépendant de l'automobile) avait fait venir son délégué central, Jean-Pierre Mercier, et a réuni une trentaine de salariéEs. L'intervention de Mercier a été appréciée, sur l'expérience de la fermeture d'Aulnay, et les revendications à formuler ensemble, indépendamment des boutiques syndicales, pour le prochain CCE (comité central d'entreprise) le 21 novembre, où sera discuté la fermeture. Certains salariéEs de Saint-Ouen ont connu la grève d'Aulnay et savent qu'il faudra se mobiliser pour que personne ne reste sur le carreau. Au vu des profits colossaux réalisés ces dernières années, PSA a les moyens de payer et ne pourra pas refaire aux salariéEs le coup de la « crise automobile », utilisée au moment de la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-bois.

**Correspondant**

## VITRY-SUR-SEINE Contre le racisme et la répression policière

Samedi 17 novembre, 150 personnes se sont retrouvées à Vitry pour manifester contre le racisme, en solidarité avec les sans-papiers et les migrantEs, et contre la répression policière croissante.

La manifestation s'est tenue à l'appel du comité des travailleurs sans-papiers de Vitry, d'associations, syndicats et partis de gauche (MRAP, Romeurope Vitry, Union Solidaires 94, Refugees Welcome, Collectif des survivants de l'incendie de Vitry, NPA, Lutte ouvrière, Ensemble!, La France insoumise).

### Solidarité et antiracisme

Cette mobilisation est une initiative importante dans un contexte de durcissement de la politique contre les sans-papiers, les migrants et les Rroms. Les sans-papiers font face à un harcèlement policier de plus en plus fort, les



NPA

Rroms ne cessent de subir des expulsions qui les précarisent de plus en plus. En septembre, suite à l'ouverture d'un centre

d'accueil de migrantEs sur la ville, une réunion publique organisée par la mairie s'est déroulée dans un climat clairement raciste, avec

un certain nombre d'habitantEs (soutenus par la droite et l'extrême droite) n'hésitant plus à déverser ouvertement leur haine des migrantEs.

Face à tout cela, une mobilisation unitaire s'est construite, afin de montrer que la solidarité et l'antiracisme sont toujours vivants à Vitry. On ne peut que regretter que l'union locale CGT et le PCF n'aient pas souhaité s'y associer. C'est néanmoins une première étape pour tenter de reprendre l'offensive et ne pas laisser le terrain vacant face à une droite et une extrême droite de plus en plus décomplexées.

**Correspondant**

seulement un euphémisme couvrant des politiques différenciées d'accompagnement du système. C'est une architecture économique-sociale dans laquelle gouvernements, patronat, responsables syndicaux trouvent leur compte tant en matière de financement que de désamorçage de conflits sociaux. Depuis des années, de multiples « affaires » ont mis en évidence l'opacité et parfois la clarté délétère du financement de certaines organisations syndicales. Depuis la mise au jour en 2007 du financement occulte de syndicats par la fédération patronale de la métallurgie (UIMM) censé permettre de « fluidifier le dialogue social », jusqu'à la mise sous le boisseau du rapport Perruchot en 2012, qui montrait les dérives du financement des organisations syndicales et patronales. Au-delà de querelles de chiffres difficilement dépassables, il est acquis que le

financement des syndicats par le biais des cotisations se situe au mieux entre 30 % et 50 % des « entrées ». Le reste dépend, pêle-mêle, de l'ensemble des institutions paritaires, des détachements, des formations syndicales, professionnelle, prud'homale, handicapéEs du travail, des mutuelles, etc. D'autres ressources proviennent plus ou moins directement des comités d'entreprise, des CHSCT, des multiples cabinets d'expertise économique ou des conditions de travail. Même si sa naissance aidée et financée par l'AFL-CIO/CIA prédisposait FO aux financements et pratiques douteuses, celles-ci n'épargnent pas d'autres syndicats.

### Un environnement délétère

Illustrant le brouillage idéologique, Mailly reconnaissait : « Dans des départements, on siège dans plus de 70 comités paritaires et

consultatifs, qui remplissent des missions d'intérêt public ». Les grandes restructurations de la Compagnie générale des eaux, d'EDF-GDF, d'Air France... ont été politiquement accompagnées par la quasi totalité des confédérations en échange de la préservation de moyens syndicaux directs ou via les comités d'entreprise. Les dérives de responsables de FO ou d'un Lepaon (finalement blanchi par la direction confédérale CGT) se nourrissent de l'opacité des financements, des rapports avec l'appareil d'État, avec certains secteurs du patronat. Les dérives de militantEs couvrent un large éventail. Depuis la corruption à bas prix dans les secteurs où la précarité est le lot commun (nettoyage, commerce) jusqu'aux tapis rouges déroulés devant des responsables nationaux dans les ministères, l'appareil d'État, les sinécures internationales. Les

multiples participations d'ex-dirigeants de la CFDT aux cabinets ministériels ou leur accession à des postes d'élus du PS complètent ce brouillage idéologique.

### Sortir de l'impuissance

La mesure de la représentativité mise en place par Sarkozy, avec le soutien de la CGT et de la CFDT, ainsi que les profondes modifications dans les institutions représentatives du personnel mises en œuvre par l'actuel gouvernement ont comme conséquence d'aggraver l'institutionnalisation du syndicalisme tout en s'attaquant à des sources de financement devenues indispensables. Et elles vont mettre en difficulté la grande majorité des militantEs qui « ne mangent pas de ce pain-là » et subissent déjà répression et discrimination. Des « révélations » qui font le miel du gouvernement et du patronat.



DR

Au-delà des règlements de comptes, les tensions qui se multiplient dans les confédérations révèlent les difficultés à répondre à leur fragilisation et aux conséquences sur les militantEs, sur les appareils et surtout à engager des mobilisations capables de répondre aux attaques gouvernementales, à l'urgence sociale.

**Robert Pelletier**

## GRANDS PROJETS INUTILES Des nouvelles du Grand contournement de Strasbourg

Les travaux débutés le 10 septembre avec la destruction de la ZAD de Kolbsheim avancent à grands pas malgré les actions de résistance pacifique : manifestations régulières de plusieurs milliers de personnes, blocages des machines, grève de la faim, recours juridiques.

Pendant 2 semaines les opposantEs ont empêché les bûcherons de couper 12 hectares de forêt à Vendenheim. Les machines sont parties sous protection des gendarmes. Petite victoire que Vinci n'a pas digérée.

Depuis le 5 novembre la situation s'est nettement détériorée, les gendarmes venant en force dès qu'un blocage est signalé, arrêtant à chaque fois des opposantEs pour contrôle d'identité ou rébellion. Des convocations au tribunal arrivent, les huissiers aussi.

Le 14 novembre une trentaine de manifestantEs, toujours pacifiques, ont été évacués à Offenheim. L'un d'entre eux, zadiste, a été violenté au cours de l'interpellation. Après 24 h de garde à vue il a été libéré, le procureur souhaitant analyser les vidéos tournées par les militantEs.

La veille, c'est le maire de Pfettisheim qui a été évacué par la force par les gendarmes pendant que les bûcherons coupaient des arbres sur sa commune malgré l'arrêt d'interdiction d'abattage qu'il avait pris.

### Pompe à fric pour Vinci

Le projet du GCO est un écocide et un déni de démocratie. L'avocat d'Alsace-nature l'a encore plaidé devant le tribunal administratif de Strasbourg le 14 novembre, avec un jugement prévu le 28. Lueur d'espoir, le rapporteur public a démontré l'illégalité du projet. Pour mémoire, les 24 km d'autoroute à péage pour contourner Strasbourg ne seront qu'un appel d'air pour les camions qui viennent du nord de l'Europe et vont vers le sud, ce qui rendra encore plus difficile l'accès à Strasbourg. Bien sûr c'est une pompe à fric pour le bétonneur-concessionnaire Vinci.

Sur le chantier, les paysans de la FDSEA s'activent au côté des bulldozers de Vinci pour transporter la terre avec leurs tracteurs et remorques. Engagés au début dans la lutte, ils ont, comme le maire de Strasbourg et le président de l'Eurométropole, vite retourné leur veste, en échange d'un remboursement favorable et d'un chèque de 6000 euros pour payer leur gasoil. S'ils avaient déversé du purin devant la préfecture, ce projet vieux de 40 ans aurait capoté.

Les 5 grévistes de la faim continuent leur action engagée le 22 octobre, la paroisse protestante de Bischheim leur ayant ouvert ses portes. Le 12 novembre ils se sont dévêtus devant la préfecture pour montrer leur maigreur, le préfet les accusant de tricher ! Le 4 novembre, Macron présent à Strasbourg a refusé de les rencontrer, préférant donner audience au patron allemand du parc d'attraction Europa Park venu lui présenter son projet démentiel de téléphérique au-dessus du Rhin pour permettre aux clients français de rejoindre plus facilement son parc d'attraction situé sur la rive allemande.

Le monde tourne à l'envers, il est temps de le remettre à l'endroit et de virer ces capitalistes protégés par la police et qui brisent l'intérêt collectif.

**Correspondant**

Infos sur les sites : ZAD du moulin, Alsace-nature et GCO non merci



## Les comités en action!

**Limoges Une fête réussie malgré les difficultés de déplacement!** Didier Super le hurle: «Y'a la fin du monde qui nous guette et nous on fait la fête!» Et ça n'aurait pas fait un si mauvais titre sur l'affiche de la deuxième fête anticapitaliste du NPA 87, samedi 17 novembre. Indirectement ou non, la fin du monde, ou plutôt celle d'un monde a pas mal été au cœur de la soirée, mais n'a pas empêché qu'elle soit réussie.

Voitures arrêtées un peu partout, ponts bloqués, odeur de pneus brûlés, ronds-points occupés parfois jusqu'au petit matin: la mobilisation des gilets jaunes a été un succès à Limoges et dans ses environs. Tout ça n'a pas simplifié l'arrivée à la fête, située dans un quartier assez paumé, et même Alain Krivine s'est retrouvé «pris en otage» par les manifestantEs. Faute de bus, une partie du public, surtout les plus jeunes n'a pu nous rejoindre... Alors qu'une partie de la colère est due au fait que dans les régions rurales, peu desservies du point de vue des transports en commun, éviter la bagnole ce n'est tout simplement pas possible, à Limoges, bus et trolley ont été supprimés ce 17 novembre!

Malgré ces obstacles, de 120 personnes l'an dernier avec Philippe, nous sommes parvenus à en réunir 90, ce qui est pas mal de l'avis de touTEs. C'est donc avec du retard que le théâtre de «l'Étoile grise» a démarré la fête avec un court spectacle sur Martin Luther King, très apprécié. Puis deux débats animés par Alain Krivine et Julien Salingue, avec pas mal de questions et de positions contradictoires, et dont nous avons eu de très bons retours. Débats entrecoupés d'un couscous que touTEs ont trouvé excellent!

**Antoine (Limoges)**

**Essonne Législative partielle: une campagne bien utile.** Dimanche 18 novembre avait lieu le premier tour de la législative partielle dont l'enjeu était le remplacement de Valls parti à Barcelone et un nouveau partage des postes et des sinécures qui en résultent, d'autant que les communes d'Evry et de Courcouronnes vont fusionner.

Francis Chouat, maire d'Evry, successeur de Manuel Valls et président actuel de l'agglomération Grand Paris Sud, avait obtenu le soutien des 5 autres maires, tous de droite, de la circonscription. Fort de cette entente, Chouat est arrivé largement en tête du 1<sup>er</sup> tour avec 29,9% des exprimés mais seulement 5,3% des inscrits. L'abstention a, en effet, battu tous les records (81,8%). Comment s'en étonner face à de telles magouilles.

Cet accord entre l'ex PS soutenu par LREM et la droite aurait dû faciliter une union de la gauche institutionnelle, que souhaitait réaliser Farida Amrani (FI). Mais tel n'a pas été le cas. La candidate FI a obtenu 17,82%, Eva Sas (ÉELV, soutenue par le PS) 10,53%, et Michel Nouaille (ex-PC) 8,43%. Pour notre part, nous réalisons un score très modeste de 0,79% et 98 voix, et Lutte ouvrière obtient 1,23% et 155 voix. Pour autant, cette campagne a été un moment de rencontres intéressantes avec celles et ceux avec qui nous avons pu échanger, quelques-uns désirant maintenir un lien avec nous. Nous avons tenu une réunion publique qui a rassemblé une trentaine de personnes dont un tiers environ n'étaient pas des habituéEs. Nos candidatEs, Michèle Fédérak et son suppléant Stéphane Legruel, de même que les autres militantEs de notre comité se sont attachés à faire entendre «la voix des travailleurEs et de la solidarité internationale» comme nous avions intitulé notre matériel de campagne. Et dans le concert d'idées réactionnaires qui se font entendre – le RN a fait 13,72% et l'UPR d'Asselineau 1,42% –, c'est un point d'appui pour touTEs celles et ceux qui sentent bien qu'il faut préparer l'affrontement avec le gouvernement et ses commanditaires du Medef.

**Michèle Fédérak et Stéphane Legruel**



### L'Anticapitaliste la revue

Le n°102 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:

**L'Anticapitaliste,**

2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Le premier point a donné lieu à un échange nourri. D'abord sur la nature d'un mouvement dont les contours apparaissent mal définis et mouvants. Si la colère contre la vie chère rencontre la plus grande solidarité, des interrogations existent sur sa relation au mouvement ouvrier, alors que droite et extrême droite veulent chevaucher le mouvement pour qu'il exprime son potentiel le plus réactionnaire. Reste les perspectives à tracer: comment le mouvement ouvrier, le mouvement social, peut-il reprendre l'initiative, faire coaguler les mécontentements et proposer un prolongement à une révolte que pas grand monde n'avait vu venir? Si ce moment d'échange s'appuyait sur différentes contributions issues en particulier de membres de la direction du NPA, aucune n'a été soumise au vote, tant les questions restent ouvertes.

Dans le calendrier de mobilisation de ces prochaines semaines, la question de la justice climatique occupe une place importante, avec de nouvelles marches pour le climat le samedi 8 décembre dans tout le pays. Comme le dit la motion adoptée par 58% du CPN, au-delà de la participation aux marches du 8 décembre, «nous devons agir à plusieurs niveaux: construire des cadres communs de mobilisation [...] permettant la coordination des différents modes d'action; dans cette mobilisation chercher à faire exister un pôle faisant le lien entre justice sociale et justice climatique autour du mot d'ordre "changer le système pas le climat"; mener le débat dans le mouvement social [...] sur la nécessité d'intégrer le combat contre le changement climatique; populariser, confronter et défendre notre programme écosocialiste par des initiatives appropriées (réunions publiques,

## Conseil politique national du NPA

# Mobilisation(s) générale(s)!

Samedi 17 novembre, le Conseil politique national, instance de direction du NPA, s'est réuni exceptionnellement sur un seul jour. En cette journée de mobilisation des «gilets jaunes», il s'agissait de faire le point sur la situation sociale et politique, et de tracer des perspectives pour les prochaines élections européennes.

débats avec d'autres courants...) mais aussi l'intégrer pleinement dans notre profil général.»

### Articuler campagnes politique et financière, une nécessité

Après la fin des discussions avec Lutte ouvrière, ce CPN jouait un rôle important pour faire le point sur la démarche du NPA engagée depuis juin concernant les prochaines élections européennes. En ce sens, à l'issue de nos débats, un texte a été adopté par 66% de la direction nationale.

Avec le «refus [de LO] aujourd'hui acté, nous avons maintenant la responsabilité de lancer notre propre campagne politique, avec l'objectif de présenter une liste du NPA aux prochaines élections européennes.» Sans revenir sur l'ensemble de notre profil et de notre programme déjà adopté précédemment, le texte rappelle notamment que «nous voulons faire entendre une voix anticapitaliste qui combat l'UE, machine de guerre contre les intérêts des travailleurEs, comme les différents États et gouvernements qui la composent, celui de Macron en premier lieu. Nous nous opposons ainsi à la fois à la construction libérale de l'Europe, à ses traités, tout autant qu'au nationalisme.»

Pour y arriver, nous devons entraîner toute l'organisation dans la recherche du nerf de la bataille politique que constitue l'argent: «Notre principale difficulté, au-delà de nos forces



militantes, est le barrage financier constitué par ces élections. Il nous faut environ 1,2 million d'euros pour payer le matériel électoral. Cela peut paraître considérable, mais dans le même temps, rapporté à notre écho, à notre sphère d'influence, cela représente surtout l'effort de convaincre – autour de nous, dans notre milieu, auprès des gens qui apprécient nos idées sans forcément toutes les partager – de la nécessité absolue de notre présence. C'est à notre portée.»

Mais nous ne trouverons pas les moyens financiers de nous présenter si nous ne convainquons pas largement autour de nous de la nécessité de faire entendre dans les prochaines élections la voix anticapitaliste et internationaliste du NPA. C'est pour

cela que sans attendre, alors qu'un premier matériel (affiche, 4 pages, carton de souscription) est disponible, «nous décidons de lancer donc dès décembre une campagne de meetings ou de réunions publiques, avec nos porte-parole, sur la situation politique et sociale et nos propositions sur l'Europe. Nous devons apparaître à une large échelle afin de diffuser nos propositions politiques, de les mettre en débat... et de recueillir l'argent nécessaire. Cette campagne doit être la priorité militante de l'organisation et de sa direction, en charge de la mener et de l'animer.»

Outre la question des européennes, le CPN a aussi adopté à l'unanimité une «motion pour la relaxe de Roga et Victor. Aller en AG n'est pas un crime!», afin de construire la solidarité contre la répression dont sont victimes ces étudiants de Nanterre condamnés respectivement à 6 mois de prison fermes et 4 mois de prison avec sursis. Enfin, cette réunion nationale a aussi permis de tirer le bilan du stage national de formation ouvert aux camarades qui animent le NPA tant nationale que localement, et d'avancer dans la préparation de la Rencontre nationale des salariéEs du public et du privé qui aura lieu le week-end des 8 et 9 décembre à Saint-Denis. De la mobilisation de rue à la perspective des urnes, touTEs sur le pont on vous dit!

**Manu Bichindaritz**

## Paris

# Salle comble pour le meeting du NPA

Le meeting parisien a rassemblé plus de 400 personnes, venues écouter, entre autres, Philippe Poutou, Olivier Besancenot et les grévistes de La Poste et de l'hôtel Park Hyatt.



comme lors de la grève du 8 mars dernier en Espagne, peuvent conquérir de nouveaux droits.

Des résistances minoritaires et déterminées existent. Ainsi, les postières du 92, Man et Nelly, ont raconté plus de 7 mois de grève reconductible, menée avec 150 de leurs collègues, contre le licenciement de Gaël Quirante mais aussi contre les mauvaises conditions de travail dues aux réorganisations à La Poste et la précarité. Une grève longue qui a besoin de soutien.

Au Park Hotel Hyatt, la grève dure depuis le 25 septembre. Pauline

et Tiziri ont raconté comment les femmes de chambre s'organisent et luttent pour la fin de la sous-traitance et leur embauche directe ainsi que pour une augmentation de salaire de 3 euros. 3 euros d'augmentation quand les chambres du palace peuvent coûter jusqu'à 18 000 euros la nuit!

Trop souvent les grévistes font face à la répression policière et aux représailles patronales. Victor, militant du NPA, qui risque 4 mois de prison avec sursis pour avoir participé à une AG à l'université de Nanterre, a mis en perspective les ressorts

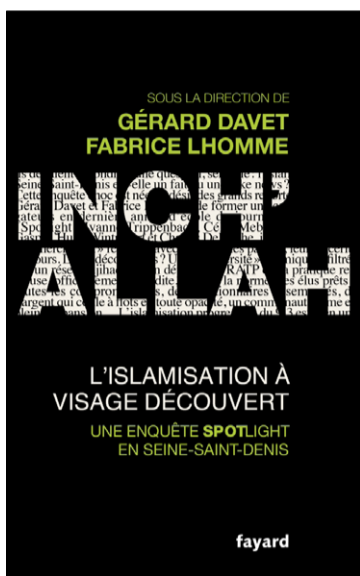
de la répression. Une campagne unitaire pour la relaxe est en cours pour lui et Roga, qui risque 6 mois de prison fermes.

### Solidarité internationale et ouverture des frontières

Sous les acclamations de la salle, Salah Hamouri a fait sa première intervention en meeting en France depuis sa sortie de prison fin septembre. Il a notamment rappelé que le combat pour la Palestine libre a toujours trouvé un soutien sans faille auprès de notre organisation. Un combat qui continue, continuera. Quelques jours après les commémorations du 11 Novembre, Olivier Besancenot a rappelé que les horreurs de la boucherie de 1914-1918 n'avaient pas d'autres fondements que la rapacité des pays impérialistes, à commencer par le nôtre, la France. Pas plus qu'il y a cent ans, les travailleurEs n'ont de patrie. Pourtant, le risque n'est pas moins grand qu'hier de voir la concurrence entre les capitalistes se transformer en guerre entre les peuples. Plus que jamais, notre combat internationaliste, contre le nationalisme et le chauvinisme, pour l'ouverture des frontières et la liberté d'installation et de circulation est d'actualité.

**Fabienne Dolet**

Essai



# Inch'Allah, l'islamisation à visage découvert

De Gérard Davet et Fabrice Lhomme, Fayard, 300 pages, 20 euros.

*dopage... Il fait le mauvais côté du Tour de France, voilà. Ben nous on va prendre le mauvais côté de la Seine-Saint-Denis, le mauvais côté du fait religieux.*

Davet semble donc considérer que le travail d'Albert Londres sur les « mauvais côtés » du Tour de France en 1924 serait équivalent à un travail sur les « mauvais côtés » de l'islam en Seine-Saint-Denis en 2018. Or, lorsque Londres dénonce l'envers du Tour, il se fait notamment l'écho des critiques des frères Pélissier, deux cyclistes ayant abandonné l'épreuve pour protester contre la direction et le règlement de la compétition qui auraient poussé, au nom du spectacle, les coureurs à toujours plus d'efforts, et donc à mettre leur santé en danger, entre autres en ayant recours au dopage. Les Pélissier et Londres seront les cibles des critiques virulentes de la direction du Tour, notamment en la personne d'Henri Desgrange, directeur de l'épreuve et du magazine *l'Auto*, principal quotidien sportif de l'époque. En clair, le travail de Londres est à contre-courant des idées dominantes et entre en confrontation avec de puissantes institutions.

Davet et Lhomme pensent-ils sérieusement qu'ils accomplissent un geste journalistique comparable à celui de « notre vieil Albert Londres » ? Pour cela, il aurait fallu qu'en 2018 l'islam en France, et a fortiori en Seine-Saint-Denis, soit présenté essentiellement sous ses « bons côtés », imposant de

questionner ses éventuels « mauvais côtés », forcément méconnus. Mais on a beau chercher, on a du mal à trouver les équivalents des « belles routes de France » et des « gens qui s'embrassent » dans le traitement médiatique de l'islam en France. En revanche, pour ce qui est des « mauvais côtés », on a déjà soupé.

### Un sujet « simple » et « évident » ?

La règle énoncée par Davet et Lhomme dans la préface – « Oublier tous les a priori, les clichés, les intos, et en revenir à ce qui fait l'essence même de notre métier : les faits » – n'a en outre guère été respectée. On constate en effet l'omniprésence d'un biais révélateur du divorce d'avec « les faits » : le crédit aveugle accordé à celles et ceux qui sont considérés comme ses promoteurs. On remarque ainsi que la parole des contempteurs de « l'islamisation » n'est jamais remise en question, et que leurs témoignages deviennent des faits. À un point tel que l'on ne sait plus, dans de nombreux passages, qui s'exprime. Un témoin ? Un journaliste ? Les informations ont-elles été recoupées ? Rien ne permet de l'affirmer. Pourquoi ne pas user du conditionnel ? On n'en sait rien. En ce qui concerne les quelques témoins dont les versions ne collent pas avec la thèse de l'ouvrage,

les choses sont en revanche bien différentes : des points de vue critiques d'autres témoins sont systématiquement convoqués, dont les positions peuvent même occuper davantage d'espace que les propos de celui dont on prétend faire le portrait...

Dans le documentaire « la Plume dans la plaie », Gérard Davet explique à une des étudiantes, qui lui fait alors part de ses doutes sur l'objectif de « l'enquête », que le sujet est « simple » et « évident ». Des propos éloquentes, et à l'image de la « simplicité » des recettes qui ont été employées pour construire l'objet *Inch'Allah* : un thème sur-exploité mais qui n'en demeure pas moins surmédiatisé, un titre « racoleur » – c'est Fabrice Lhomme qui le dit – et la promesse de « révélations » – que l'on cherche encore, tant l'ensemble a un mauvais goût de réchauffé.

De toute évidence, Davet et Lhomme ont oublié que la formule d'Albert Londres dont ils se revendiquent concluait une phrase dont il est malaisé de séparer les membres : « Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus de faire du tort, il est de porter la plume dans la plaie. » En l'occurrence, *Inch'Allah* s'avère être une énième pierre ajoutée à l'édifice de la construction médiatique du « problème de l'islam » et, partant, de la stigmatisation des musulmans.

**Julien Salingue**

NB : Une version longue de cette critique est publiée dans la revue mensuelle *L'Anticapitaliste* datée de novembre 2018.

Affublé d'un tel titre, le dernier ouvrage proposé par les journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme ne pouvait manquer de faire du bruit. Avec en plus un concept « innovateur » : le livre est une « enquête » réalisée par cinq étudiantEs en journalisme, « parrainés » par deux professionnels. Et on n'a pas été déçu : documentaire diffusé sur LCI, nombreuses invitations sur les stations de radio et les chaînes de télévision, reprises dans la presse écrite... Avec un quasi-unanimité pour saluer le travail fourni, qui mérite pourtant d'être largement critiqué...

### « La plume dans la plaie » ?

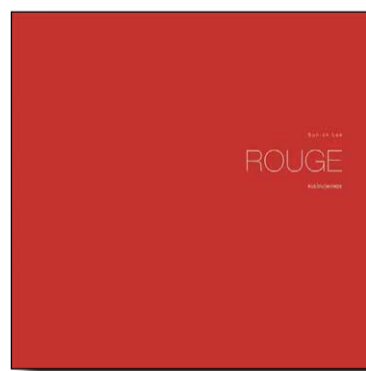
Le titre du documentaire consacré à « l'enquête », et diffusé sur LCI, est « la Plume dans la plaie », en référence à la célèbre formule d'Albert Londres, que Davet reprend à son compte lors d'une discussion avec les étudiantEs : « Quand notre vieil Albert Londres se penche sur le Tour de France, il ne raconte pas les belles routes de France, les gens qui s'embrassent, etc. Il fait les forçats de la route, le

Enfants

## Rouge, de Sun-ok Lee

Collection pas comme les autres, Rue du monde, 2018, 15 euros.

Rouge, ce n'est pas que la couleur du bonnet du père Noël. La beauté, le danger, la révolte... mille rouges irriguent ce très beau livre pour enfants écrit par un talentueux illustrateur coréen. En 64 pages, cet album assez original, composé de grandes illustrations accompagnées de peu de texte, nous embarque au pays du monochrome rouge.



### Poésie et humour

De cerise écarlate en lèvres vermeilles, du feu rouge sévère à un carrefour au rouge souriant d'un derrière de singe... la grande balade peut commencer. Ainsi, sur une page, le rouge peut se faire volcan avant de devenir, à la page suivante, un extincteur ! De cette succession, se dégagent de la poésie, de l'humour et plein de surprises. Ce très bel album parle à nos sentiments, de la chaleur de l'amour à la contestation d'une manifestation qui crie « Non ! » Et comme le dit le texte accompagnant cette double page, « la force de ce rouge est éclatante ». Ce livre parvient même à nous émouvoir

quand il nous montre le sang qui irrigue notre corps, cherchant en conclusion « le chemin de la vie »... Il y a beaucoup à voir, et plus encore à dire, de cet album, qui est un support idéal pour lire et échanger avec des enfants. Il restera ensuite à retrouver dans nos vies quotidiennes toutes les traces de ce rouge indispensable, et espérer que Rue du monde continue longtemps son travail rigoureux d'édition. Parce que ce n'est pas parce qu'on s'adresse à des enfants qu'il faut rabaisser le niveau. **Manu Bichindaritz**

Cinéma

## Heureux comme Lazzaro, d'Alice Rohrwacher

Film italien, 2h10, sorti le 7 novembre 2018.

Heureux comme Lazzaro est un conte fantastique construit en deux parties. On suit une communauté de paysans qu'une grande bourgeoisie, reine du tabac, maintient en servage dans un coin reculé de l'Italie aux paysages époustouffants.

### Prix du scénario à Cannes

Au tournant du film, l'escroquerie est démasquée, la communauté est raflée par la police et abandonnée dans la périphérie d'une grande ville dans un endroit impossible, miteux et gris. Au centre on trouve Lazzaro, sorte de candide, lui-même exploité par sa famille, que rien n'affecte. Il est le révélateur des turpitudes qui l'entourent. On s'accroche tout le long du film au regard et aux expressions de Lazzaro (magistralement interprété par Adriano Tardiolo), ce qui empêche parfois de se perdre dans une narration déroutante. C'est en parallèle un cheminement dans le cinéma italien des cinquante

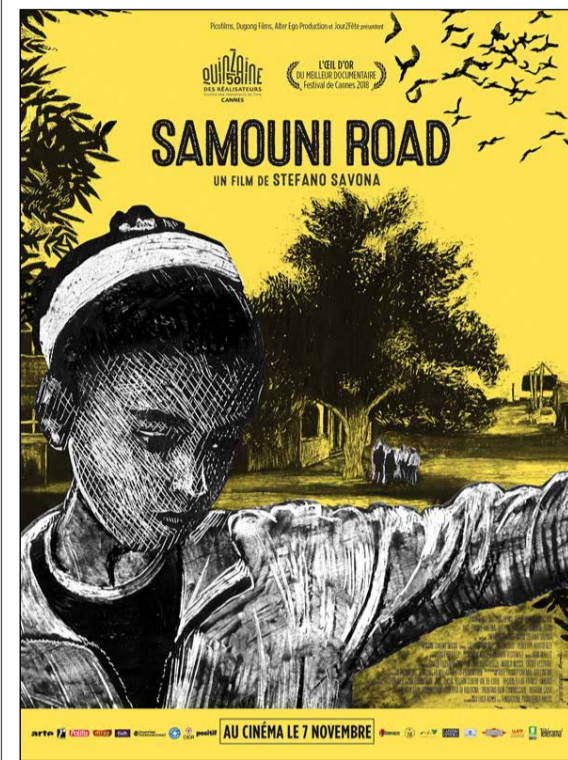


dernières années. On y retrouve Gelsomina de *la Strada*, l'ange de *Théorème*, la lutte des classes dans les campagnes de 1900, et bien d'autres encore. Le prix du scénario a été décerné au film lors du dernier festival de Cannes. **JMB**

Documentaire

## Samouni Road, de Stefano Savona

Film franco-italien, 2h08, sorti le 7 novembre 2018.



Le 27 décembre 2008, l'armée israélienne lance une offensive d'une rare violence contre la bande de Gaza. C'est l'opération « Plomb durci ». Elle va durer jusqu'au 18 janvier 2009, et s'est soldée par la mort de 1 300 Palestiniens tués et la destruction de quartiers entiers.

### Des vivants et des morts

la famille Samouni a été particulièrement touchée. Elle s'était regroupée dans une maison en espérant laisser passer l'offensive. 29 de ses membres ont été tués, et les bâtiments, les champs, les arbres ont été complètement dévastés. Stefano Savona, à la suite de ce drame, filme pendant plusieurs mois ce qui reste de la famille.

Il ne veut pas en rester aux événements stricts, qui ont mobilisé la presse internationale pendant quelques jours. Il reconstruit, dans son documentaire, les histoires de chacun des membres, vivants ou disparus, de la famille, pour aller au-delà du sensationnel effroyable. Le réalisateur a choisi une forme originale pour restituer la vie avant l'offensive qu'il n'a pas filmée, tout en restant dans la véracité du documentaire. Il s'est associé avec Simone Massi, illustrateur italien, qui réalise des plans séquence d'animation à partir de cartes noires qu'il grave pour faire ressortir le blanc. Il les réalise à la main, à raison de 5 par semaine pour un ensemble de plusieurs milliers de gravures, conçues à partir du témoignage des vivants et du travail d'enquête réalisé. Stefano Savona complète la retranscription fidèle des événements par une représentation 3D de la vision des drones de la maison des Samouni, du déplacement des silhouettes humaines, du bombardement fatal. L'ensemble est une œuvre splendide, qui a une très grande force de dénonciation. Bien que primé à Cannes de l'Œil d'or du meilleur documentaire 2018, il est distribué dans très peu de salles. Raison de plus pour ne pas le rater.

**Jean-Marc Bourquin**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Le 5 novembre au matin, plusieurs immeubles de la rue d'Aubagne s'effondrent au cœur du centre-ville populaire et historique de Marseille. L'un d'entre eux était inhabité en raison de son état délabré – mais il était peut-être squatté ; l'immeuble voisin était occupé. On dénombre à ce jour huit victimes : Ouloume, Julien, Taher, Sherif, Fabien, Simona, Niassa, Marie-Emmanuelle. Dans les jours qui suivent, plusieurs immeubles menacent de s'effondrer à leur tour dans un cruel effet domino qui témoigne que dans cette ville la solidarité populaire est aussi une question d'architecture. Par précaution, plus d'un millier d'habitants ont été, à ce jour, évacués.

Aujourd'hui, les premiers éléments de l'enquête montrent une responsabilité accablante des pouvoirs municipaux et des bailleurs. La vétusté des immeubles était attestée, les dégradations clairement constatées par les services d'hygiène et de santé, et les services de la mairie n'ignoraient rien des dangers qu'encourageaient les habitants de ces immeubles. Des journalistes avaient lancé l'alerte. Des rapports de la Soleam (société locale d'équipement et d'aménagement de l'aire métropolitaine) aussi. Un arrêté de péril imminent pour l'immeuble du 63 existait depuis 2008. Le 65 avait été évacué le 18 octobre : des expertises avaient exigé des travaux. Le jour même, les locataires étaient autorisés à regagner leur logement. Qu'a fait la mairie depuis ? Après le silence de ces mois passés, il faudra des réponses.

Le maire s'est longtemps tu. Le 7 novembre, lors d'une conférence de presse, il dit ne rien regretter : même pas d'avoir investi 56 millions d'euros dans une patinoire, et 3 millions d'euros dans l'habitat indigne ?

**« Mairie, métropole, région : tous coupables »**

Dès le jour du drame, un collectif se crée, « Noailles en colère », qui organise d'abord une marche blanche de recueillement (au cours de laquelle un balcon s'effondre au passage du cortège...). Le 14 novembre, cette marche est suivie d'une marche « de la colère ». Près de 8 000 Marseillais convergent vers l'Hôtel de ville au cris de « Gaudin assassin, Gaudin démission », et « Mairie, métropole, région : tous coupables ». Comme unique réponse : des gaz lacrymogènes et des coups de matraque.

# Marseille s'effondre, Marseille se lève

De la sidération à la tristesse, puis de l'indignation à la colère. Marseille vit des heures graves qui laisseront des traces. Dans une ambiance de fin de règne à la mairie, ces moments révèlent au grand jour les manquements d'une gouvernance municipale, et plus largement celle d'une politique sociale qui abandonne les plus démunies.



DR

Le collectif annonce une prochaine « grande marche de la dignité ». Indigne, autant que l'habitat des quartiers populaires, le pouvoir municipal l'est quand plusieurs perquisitions viennent à montrer son implication, tandis qu'à quelques rues du quartier de Noailles, la Mairie aura dépensé 390 000 euros pour ériger un mur de 2,50 mètres afin de protéger des travaux dits de « requalification » de la place Jean-Jaurès à La Plaine, un projet largement repoussé par les habitants qui se mobilisent depuis des années pour leur quartier. Partout, la logique est la même : les politiques de la ville conduisent à reléguer les plus démunies, pour faire le vide. Qu'on requalifie ici une place, qu'on abandonne là à son sort tout un quartier pour le laisser se vider, voire s'effondrer sur lui-même, c'est tout un mouvement d'ensemble qui a déjà ravagé la rue de la République, ou

le quartier de la Joliette, bientôt le Panier ? La gentrification n'est que le nom policé (et policier) d'un nettoyage systématique du territoire au détriment des plus pauvres, chassés de leur quartier, dépossédés de leurs lieux de vie et de leur avenir – pour le profit de quelques-uns, promoteurs avides, marchands de sommeil, bailleurs dits « sociaux ».

**Face à une politique qui fait rêver partout les capitalistes** Marseille est ici à l'avant-garde d'une politique qui fait rêver partout les capitalistes. La baisse des APL, la réduction de la construction des logements sociaux, la hausse des taxes, la politique fiscale... tout converge dans une même direction. À Marseille, 2013 fut un tournant, quand la ville était « Capitale européenne de la culture », ce qui a été l'occasion d'une lame de fond qui a tout emporté. Depuis,

les investisseurs construisent d'immenses et inhumains centres commerciaux qui font dépérir les commerces du centre-ville, autant que ceux des quartiers périphériques. Car pendant ce temps, les quartiers populaires au nord ou à l'est sont cruellement enclavés : les transports manquent autant que les perspectives. Les règlements de comptes arrachent à Marseille sa jeunesse pour laquelle jamais le pouvoir municipal n'a un mot. Il préfère sans doute vendre la ville aux plus offrant : ainsi du projet pharaonique de construction d'un hôpital privé fusionnant deux cliniques existantes, avec 40 % de lits en plus, et 40 % de personnel en moins. Le tout sur un terrain vendu à un prix dérisoire par la ville dans les quartiers Est, pendant qu'à proximité, on laisse se dégrader deux hôpitaux publics de l'APHM.

Pourtant, Marseille sait se lever et se battre. Les manifestations de la colère en témoignent. Comme en témoigne aussi le combat des salariés McDonald's menacés par un plan social, puis par le patron de leur franchise, et qui luttent encore pour leur emploi dans une lutte exemplaire pour toutes. En témoignent également les luttes du printemps dernier contre la réforme du rail, ou celle des universités. On a vu des cheminotEs et des dockers venir en soutien des étudiantEs à Saint-Charles. La grande manifestation du 14 avril dernier avait été une première preuve des luttes unitaires, comme une perspective possible. Marseille est un laboratoire. Pour le pire et pour le meilleur. C'est quand un monde s'effondre qu'on voit aussi sa véritable nature, et qu'on assiste à la levée de celles et ceux qui le refusent de toutes leurs forces. Marseille n'est pas seulement la deuxième ville de France : elle est peut-être, aujourd'hui, en première ligne des combats qui nous engagent toutes.

Arnaud M. (NPA 13)

**SANTÉ : DES DÉPUTÉS SOUS INFLUENCE.** Comme chaque année à l'automne, le Parlement examine actuellement la loi de financement de la sécurité sociale pour l'année suivante. Et comme chaque année, les amendements tombent aussi nombreux que les feuilles mortes. Plus de 1500 ont encore été déposés dans le cadre de l'examen du texte en première lecture à l'Assemblée nationale, qui a commencé le 22 octobre. Ces amendements sont parfois de simples copier-coller de propositions envoyées par les lobbys de l'industrie pharmaceutique, les syndicats de médecins ou les fédérations d'employeurs du secteur. [...] En tout cas, ce puissant syndicat de l'industrie pharmaceutique [Leem, le lobby des entreprises du médicament] est très actif autour de l'Assemblée, de même que les grands labos. Pour le deuxième semestre 2017, ils ont collectivement déclaré près de 7 millions de dépenses de lobbying à Paris dont une partie importante consacrée à influencer le projet de loi de financement de la sécurité sociale, ou « PLFSS » pour les initiés. Cette loi de financement est éminemment stratégique pour tout le secteur. Elle détermine non seulement le taux de croissance des dépenses de médicaments remboursables, mais aussi toutes les procédures d'évaluation, d'autorisation et de mise sur le marché des produits pharmaceutiques. Autant dire qu'une petite modification introduite par amendement peut avoir un impact significatif sur le taux de profit des laboratoires. Les députés médecins, au nombre de 25 dans l'Hémicycle, représentent 4,3 % des députés. Ils sont cependant surreprésentés dans la commission des Affaires sociales, dont ils occupent 19 % des sièges. Et surtout, ils y trident une grande partie des postes clés. [...] Une aubaine pour les laboratoires, qui ont noué des liens d'intérêts avec les quatre cinquièmes d'entre eux. [...] Le jackpot pour un laboratoire pharmaceutique, ce n'est en effet pas seulement de vendre ses médicaments au prix le plus élevé possible, grâce à un remboursement généreux de la « sécu ». C'est aussi de lancer ses produits sur le marché rapidement, en réduisant les délais et les coûts, et en limitant la concurrence. Le brevet doit ainsi être valorisé financièrement au maximum avant sa disparition, au bout de vingt ans, et l'apparition des médicaments génériques. Il est devenu la clé de voûte de leur modèle commercial. Même après ces fameux vingt ans, les labos ne manquent pas de tours dans leur sac – brevetage de médicaments à peine différents (dits « me too »), changements de dosage ou de prescription, action auprès des médecins pour maintenir leurs parts de marché... – pour faire face à la concurrence des médicaments génériques. [...]

Rozenn Le Saint, « Loi de financement de la sécu : les députés médecins votent-ils sous l'influence des labos ? », Bastamag, 19 novembre 2018.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	1 an <input type="checkbox"/> 56 €	6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	1 an <input type="checkbox"/> 44 €	
Hebdo + Mensuel	6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	1 an <input type="checkbox"/> 100 €	6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## L'image de la semaine

